



CANEVAS DE RAPPORT DES PROJETS FINANCÉS PAR L'INITIATIVE POUR LA FORET DE L'AFRIQUE CENTRALE (CAFI)¹ ET LE FONAREDD

Les obligations de rapportage (narratif et financier) pour les projets recevant des financements CAFI et FONAREDD sont rappelées dans une note disponible publiquement [ICI](#).

Rapport Annuel

Période du 22/04/2025 au 31/12/2025.

Titre du projet :	Appui de la société civile pour le suivi décentralisé des projets et programmes REDD+ en DRC (SC-REDD)
Numéro de référence MPTF du projet² :	00141166
Organisation de mise en œuvre :	Center for International Forestry Research (CIFOR)
Rapport soumis par : Nom : Titre : Organisation : Adresse email :	Dr. Stibniati Atmadja Chercheuse CIFOR s.atmadja@cifor-icraf.org
Contact en cas de besoin de clarification : Nom : Titre : Organisation : Adresse email :	M. Rogier Klaver Head of Project Management Unit (PMU) CIFOR-ICRAF r.klaver@cifor-icraf.org

Veuillez indiquer si ce rapport a été approuvé par le comité de pilotage du projet :

Oui

Non

Si oui, quand : [Click or tap to enter a date.](#)

Si non, date anticipée d'examen en comité de pilotage du projet : [Click or tap to enter a date.](#)

¹ Ce canevas est relatif à la présentation des rapports annuel et semestriel des organisations de mise en œuvre des programmes financés par CAFI via le FONAREDD en RDC. Les rapports annuels couvrent la période du 1er janvier au 31 décembre et les premières versions doivent être soumises au plus tard le 31 janvier de l'année suivante. Les rapports semestriels couvrent la période du 1er janvier au 30 juin et les premières versions doivent être soumises le 31 juillet.

Table des matières

1. Données clés du projet	4
2. Résumé des progrès réalisés par le projet	5
3. Défis de mise en œuvre	5
3.1 Défis liés au contexte du pays	5
3.2 Défis inhérents au projet	5
3.3 Commentaires	5
4. Evaluation de la performance du projet	1
4.1 Evaluation de la performance du projet sur base des indicateurs du cadre logique	1
4.2 Etat d'avancement de mise en œuvre des activités du projet pour la période de rapportage	2
5. Résultats du Projet	1
5.1 Contributions du projet à l'atteinte des indicateurs du cadre de résultats de CAFI	1
5.1.1. Matrice des bénéficiaires	2
5.2 Contributions du projet à l'atteinte des jalons de la Lettre d'intention	2
6. Communication et promotion	3
6.1 Illustration spécifique	3
6.2 Stratégie et plan de communication	3
7. Exécution financière	4
7.1 Décaissements	4
7.2 Contrats	6
7.3 Gestion financière, approvisionnement et ressources humaines	6
7.4 Mobilisation de ressources	7
7.5 Audits	7
7.6 Révisions budgétaires	7
8. Suivi évaluation et apprentissage du projet	7
8.1 Etat d'avancement du plan de suivi du projet	7
8.2 Évaluations	8
8.3 Intégration des leçons apprises	8
8.4 Révisions programmatiques (le cas échéant)	8
9. Thèmes transversaux	8
9.1 Genre, peuples autochtones et autres groupes vulnérables	8
9.2 Respect des standards environnementaux et sociaux	9
10. Gestion des risques	11
10.1 Matrice de gestion des risques sur la base de l'analyse effectuée	11
10.2 Évaluation de la transparence et de l'intégrité	11
11. Récapitulatif des livrables	12
12. Annexes	12

1. Données clés du projet

Titre du projet	Appui de la société civile pour le suivi décentralisé des projets et programmes REDD+ en DRC (SC-REDD)
Numéro de référence MPTF du projet	00141166
Hyperlien du document de projet ²	https://drive.google.com/file/d/1Nbx5HYMUA165Ppdcjwi20F35nflQMck8/view?usp=sharing
Zone(s) d'intervention(s) du projet	République démocratique du Congo (couverture nationale)
Institutions ou ministères de tutelle	Ministère des Finances ; Fonds National REDD+ (FONAREDD)
Organisations partenaires participantes de niveau 1 ³	Center for International Forestry Research (CIFOR)
Budget total du projet (USD)	USD 5,500,000.00
Durée totale du projet (mois)	36 mois
Date d'approbation du projet par le Conseil d'administration de CAFI ou le Comité de pilotage du FONAREDD	27 novembre 2024
Date de réception des premiers fonds du MPTF	22 mai 2025
Date d'approbation du 1 ^{er} Plan de Travail Budgétisé Annuel par le comité de pilotage du projet	15 décembre 2025
Date de clôture initiale	21 avril 2028
Date de clôture révisée le cas échéant	RAS
Dépenses du 01/01 au 31/12 de l'année de rapportage	USD 797,822.53
Dépenses globales cumulatives (USD) au 31/12 de l'année de rapportage	USD 797,822.53
Taux de consommation sur l'ensemble des tranches reçues	26.6%
Date et hyperlien de l'évaluation à mi-parcours le cas échéant	RAS
	RAS

² L'ensemble des documents de projet se trouve sur le Drive CAFI https://drive.google.com/drive/folders/1RhAT_Hc5jycgw40xr7YZM57jV4zQFadQ. Sélectionner Country documents / Le pays ou regional / programming / active portfolio / numéro et nom du projet

³ Il s'agit des organisations qui ont reçu un financement direct du Bureau MPTF dans le cadre du projet.

2. Résumé des progrès réalisés par le projet

Dans l'ensemble, les progrès réalisés en 2025 traduisent une **montée en puissance rapide et significative** du GTCR-R, constituant une base solide pour la consolidation et l'amplification de ses impacts, en cohérence avec les priorités stratégiques du CAFI et du FONAREDD.

Démarré opérationnellement en avril 2025, le projet SC-REDD a, en moins de huit mois, posé des bases institutionnelles solides pour renforcer la participation structurée et l'influence effective de la société civile congolaise dans les processus REDD+. Malgré un démarrage tardif, consécutif à une période prolongée sans financement du GTCR-R, le projet a rapidement relancé les mécanismes de gouvernance de ce réseau d'importance nationale, consolidé ses capacités organisationnelles et engagé des actions substantielles de plaidoyer et de dialogue politique.

Ces avancées reposent en premier lieu sur le renforcement institutionnel du GTCR-R, à travers la structuration de sa gouvernance, sa gestion administrative et financière, de rapportage et de coordination aux niveaux national et provincial. Cette relance s'est traduite par l'organisation de réunions de coordination nationale, le recrutement progressif d'experts clés, l'harmonisation des procédures avec les standards du CIFOR, et la tenue de la première réunion du Comité de pilotage du projet, permettant au réseau de retrouver sa capacité opérationnelle fonctionnelle.

Structuration des dispositifs administratifs et opérationnels après le démarrage du projet. Le démarrage opérationnel du projet par le CIFOR et le GTCR-R en avril 2025 a posé le défi d'une structuration administrative, organisationnelle et opérationnelle progressive. Cette étape, inhérente à tout nouveau projet de portée nationale, a vu des processus de développement et d'alignement entre les deux organisations-clés pour mettre en place les mécanismes internes de gestion, de coordination et de communication nécessaires à une mise en œuvre rigoureuse et efficiente.

Adaptation et renforcement progressive des pratiques du GTCR-R en rapportage, documentation et communication. L'adaptation rapide des pratiques internes du GTCR-R en matière de rapportage, de documentation et de communication a représenté un défi important afin de répondre aux exigences du projet. Le recrutement progressif des experts du GTCR-R, fondé sur des procédures de sélection rigoureuses et transparentes, a permis de renforcer progressivement les capacités internes du réseau. Cette montée en compétence a contribué à améliorer la documentation des activités, la production des rapports narratifs, ainsi que la gestion du site web institutionnel et des canaux de communication du réseau.

Clarification progressive des rôles et responsabilités entre les partenaires. La coordination entre le CIFOR et le GTCR-R a nécessité un effort progressif de clarification des rôles et responsabilités institutionnels. Les dynamiques de collaboration ont été consolidées à travers des séances de travail conjointes régulières, en présentiel et à distance. La co-organisation de formations et d'événements, l'accompagnement en matière de finance et de suivi-évaluation, ainsi que le codéveloppement d'outils opérationnels ont permis de renforcer la confiance mutuelle et d'améliorer l'efficacité collective du partenariat.

Alignement progressif des pratiques financières au sein d'un réseau déployé dans 19 provinces. La gestion financière d'un réseau actif dans 19 provinces a posé le défi d'une harmonisation progressive des mécanismes de collecte, de transmission et de conservation des pièces justificatives. Les partenaires ont réaffirmé leur engagement à respecter les standards de transparence, de redevabilité et de bonne gouvernance financière exigés par le bailleur. Les échanges réguliers entre équipes, la formation conjointe organisée en septembre 2025 à l'intention des coordonnateurs provinciaux, ainsi que l'accompagnement technique continu du CIFOR ont permis d'améliorer progressivement la conformité financière et la qualité du rapportage.

Alignement progressif des procédures d'achat du GTCR-R avec les normes du CIFOR. L'alignement des procédures d'achat du GTCR-R avec les normes du CIFOR a constitué un défi lors des premières phases d'acquisition des équipements du projet. Les acquisitions initiales ont permis de clarifier et d'harmoniser ces procédures, avec un accompagnement et des actions de formation ciblées à l'intention des experts concernés. À ce stade, les acquisitions d'ordinateurs, d'équipements de bureau et de matériels logistiques s'effectuent de manière efficiente, planifiée et conforme, avec l'appui technique continu du CIFOR.

Nécessité de consolider une approche de gestion adaptative et d'apprentissage institutionnel. L'ensemble de ces ajustements organisationnels et opérationnels illustre le défi permanent dans ce premier an de consolider une approche de gestion adaptative et d'apprentissage institutionnel. Le projet a su tirer les enseignements des phases initiales de mise

en œuvre afin de renforcer progressivement ses dispositifs internes, créant ainsi des conditions favorables à une mise en œuvre efficace, conforme et durable, pleinement alignée sur les priorités stratégiques du CAFI et du FONAREDD.

157 bénéficiaires directs, issus de 122 organisations membres du GTCR-R, ont bénéficié de formations ciblées en renforcement institutionnel, gouvernance, plaidoyer et suivi-évaluation, incluant des femmes, des jeunes et des peuples autochtones. Déployées dans **six provinces** (Kinshasa, Sud-Ubangi, Équateur, Mongala, Haut-Katanga et Lualaba), ces actions illustrent l’ancre territoriale du projet et sa capacité à articuler portée nationale et interventions provinciales ciblées. Elles ont contribué à améliorer les compétences organisationnelles des OSC membres et leur engagement informé dans les processus REDD+.

La redynamisation des groupes thématiques du GTCR-R (forêts, foncier, aménagement du territoire, énergie, agriculture et démographie), est un résultat structurant de l’année 2025. Les groupes sont presque inactifs depuis 2023. Le projet a soutenu la reprise des réunions, la clarification des rôles des leaders thématiques et la relance de production d’analyses, de positions et de contributions techniques, faisant de ces groupes un socle opérationnel central pour le suivi décentralisé des réformes REDD+.

En matière d’influence, le GTCR-R a mené huit actions stratégiques initiées par le réseau, incluant des correspondances officielles adressées à la Présidence de la République et à l’Assemblée nationale sur la réforme foncière, une lettre de positionnement dans le cadre de la COP30, des réunions de concertation de haut niveau avec le CAFI/FONAREDD et des institutions nationales, ainsi qu’un point de presse national organisé en novembre 2025. Ces actions traduisent une capacité accrue à structurer des messages collectifs et à intervenir de manière proactive dans les processus décisionnels.

Le GTCR-R a participé à 14 consultations, dialogues et ateliers REDD+ organisés par d’autres acteurs, contribuant au dialogue multipartite en cohérence avec l’Effet CAFI 3 relatif au renforcement des capacités et du cadre juridique pour la gestion durable des forêts. Cela comprend la participation à des événements internationaux, tels que la COP30 de la CCNUCC à Belém, au Brésil.

Des progrès liés à l’identification de membres du réseau de GTCRR restent à mentionner depuis le mois de septembre. C’est depuis la fin de la première phase du projet mise en œuvre par PNUD que certaines organisations ont présenté leur besoin d’intégrer le réseau de la société civile environnementale et certaines nécessitent de mise à jour pour relever leur consentement de continuer à œuvrer dans le réseau. Cette identification a constitué une étape importante afin de dénombrer avec exactitude les membres du réseau pour faciliter toute planification impliquant les membres du réseau ; le projet étant basé sur le renforcement des capacités des membres. A ce jour du 30 décembre 2025, 394 organisations sont déjà identifiées regorgeant près de 12 358 membres. Ces OSC issues de 20 provinces de la RDC arrivent à organiser des activités REDD (370) dans leurs provinces respectives et 312 en ont organisé les 3 derniers de la complétude de cet outil. L’activité continue en 2026 afin de donner la possibilité à toutes les OSC environnementales rurales que urbaines de s’enregistrer dans une seule base de données unique (Figure 1).

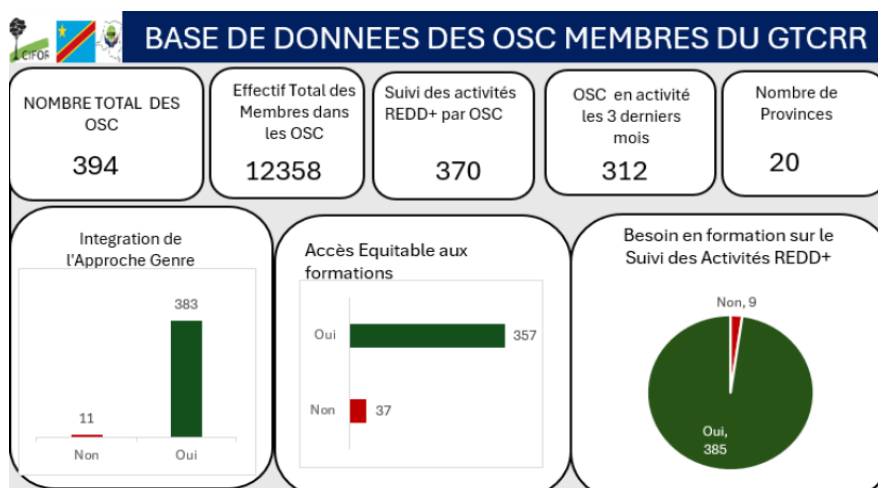


Figure 1. Tableau de bord de la base de données des membres GTCR-R (non encore vérifiée), 30 décembre 2025

Intégration progressive des enjeux de genre dans un contexte d’inégalités structurelles. La prise en compte des enjeux de genre constitue un défi transversal pour le projet SC-REDD, dans un environnement institutionnel où les femmes restent sous-représentées dans les espaces décisionnels liés à la gouvernance environnementale. Ce contexte limite la portée immédiate des actions en faveur de l’égalité de genre. Le projet a adopté une approche de mainstreaming du

genre, intégrée aux processus et aux outils de suivi, plutôt que des actions dédiées. Si cette approche est cohérente avec la vocation institutionnelle du projet, elle implique des progrès graduels, dépendants de l'évolution des pratiques des partenaires et des dynamiques institutionnelles nationales.

Améliorations dans la documentation de la participation et l'influence politique du GTCR-R. La forte implication du GTCR-R dans de nombreux processus politiques et institutionnels aux niveaux provincial, national et international a mis en évidence le défi de documenter de manière systématique et opportune son influence. En réponse, le CIFOR et le GTCR-R ont développé conjointement des guides de rapportage, des modèles de comptes rendus et des outils de collecte de données afin d'alimenter de manière structurée le système de suivi-évaluation du projet tant quant du GTCR-R.

Présence accrue de GTCR-R en ligne grâce à son site Web, aux réseaux sociaux, et media Ces actions ont porté principalement sur l'actualisation du site web du GTCRR, la diffusion des réalisations via [Facebook](#), la rédaction d'articles relatifs aux activités conduites aux niveaux national et provincial, ainsi que sur la planification stratégique des initiatives prévues pour l'année 2026. Entre octobre et décembre 2025, cinq articles ont été publiés sur le site web du GTCR-R et plus de vingt publications ont été diffusées sur les réseaux sociaux du GTCR-R. Le lancement public du projet a été organisé par le CIFOR en décembre 2025, ce qui a donné lieu à une importante couverture médiatique du projet et du GTCR-R, à la radio, à la télévision et dans la presse nationales, touchant environ 129 037 personnes.

La mise en place progressive de ses **dispositifs de suivi-évaluation et d'apprentissage**. Les dispositifs sont adaptés à la nature qualitative et contributive de ses résultats, à travers le codéveloppement d'outils de rapportage, de guides méthodologiques et de mécanismes de collecte de données.

3. Défis de mise en œuvre

Cette section présente des défis et des difficultés qui ont caractérisé la période de rapportage (semestre/année), ainsi que, le cas échéant, des mesures prises pour les surmonter.

3.1 Défis liés au contexte du pays

Changements institutionnels occasionnant un retard dans les processus décisionnels nationaux. Les modifications institutionnelles liées aux changements non anticipés au sein du Gouvernement, lors de la transition du Gouvernement Suminwa I au Gouvernement Suminwa II observés au mois d'Aout 2025 ont bouleversé la programmation normale du projet SC REDD. Ces évolutions ont entraîné un retard dans la signature de l'arrêté portant mise en place du comité de pilotage du projet, ainsi que dans le processus d'acquisition de la personnalité juridique du GTCR-R. Plus largement, le contexte institutionnel et les dynamiques de gouvernance en République démocratique du Congo impliquent des processus de concertation et de validation approfondis, générant des délais supplémentaires dans l'avancement de certaines réformes, en particulier celles liées à la REDD+. Ce remaniement ministériel survenu au d'aout 2025, a affecté la structure du ministère de l'environnement. Ceci s'est traduit par le remplacement de l'ancienne Ministre d'Etat, par une nouvelle, désormais assistée d'une ministre déléguée en charge de la nouvelle économie climatique.

Contraintes sécuritaires persistantes limitant la mise en œuvre territoriale du projet. Le contexte sécuritaire marqué par des conflits armés et une instabilité prolongée dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu constitue un défi structurel pour la mise en œuvre des activités du projet. Cette situation affecte à la fois les conditions d'intervention sur le terrain qui sont de plus en plus rares à cause des risques sécuritaires, ainsi que la participation des acteurs locaux à des réunions et ateliers (même en ligne). Cette dernière option s'avère impossible à cause de l'instabilité accrue de la connexion internet dans les zones conflictuelles et le défi d'approvisionnement en carburant pour faire fonctionner les ordinateurs via des groupes électrogènes.

Malgré ces contraintes, des efforts soutenus sont menés par le Gouvernement en vue du rétablissement progressif de la paix, tandis que la société civile demeure engagée dans les processus de réforme forestière. Dans ce contexte, le projet a privilégié une collaboration continue à distancer avec les coordinations provinciales concernées du GTCR-R, afin de maintenir leur implication dans les dynamiques nationales et de préserver la continuité institutionnelle en attendant des conditions plus favorables à une reprise complète des activités sur le terrain.

3.2 Défis inhérents au projet

Démarrage du projet avec une disponibilité initiale limitée du personnel clé. La mobilisation progressive des ressources humaines spécialisées a constitué un défi initial pour assurer le plein fonctionnement du projet dès ses premiers jours. Le calendrier de recrutement du personnel clé s'est étalé entre mars et octobre 2025. Le CIFOR a toutefois pu mobiliser rapidement les postes stratégiques indispensables, notamment le Conseiller technique principal, le Comptable, l'Expert en suivi-évaluation et l'Assistante administrative, permettant le lancement effectif de plusieurs activités. Le recrutement de l'Expert en communication, finalisé en novembre 2025, a complété ce dispositif et permis la structuration du plan de communication du projet.

Absence d'outils numériques financiers standardisés, entraînant des retards dans la publication des rapports financiers. L'absence initiale d'outils numériques adaptés pour la transmission rapide et standardisée des pièces justificatives a constitué un défi pour la gestion financière du projet. Afin d'y répondre, le GTCR-R a élaboré des termes de référence pour l'acquisition d'un logiciel financier permettant aux comptables provinciaux de soumettre les documents conformément aux normes requises. L'acquisition et le déploiement de cet outil sont prévus pour le début de l'année 2026 et contribueront à renforcer durablement l'efficacité du dispositif financier du projet.

Visibilité externe limitée du projet au démarrage de sa mise en œuvre. La faible visibilité externe du projet lors des premières phases de mise en œuvre, liée à l'absence transitoire d'experts en communication au sein des deux organisations partenaires, a constitué un défi initial important. Cette situation a été progressivement corrigée à la suite du recrutement des experts en communication au sein du CIFOR et du GTCR-R. Leur travail en synergie a permis de structurer la diffusion des activités et des résultats du projet, notamment lors du lancement public du projet le 3 décembre 2025, largement relayé par la presse et les médias numériques.

Contraintes logistiques et de connectivité affectant les missions de terrain. La conduite des missions de renforcement des capacités dans certaines provinces caractérisées par des contraintes logistiques et une connectivité limitée a représenté un défi opérationnel. Les missions menées notamment à Gemena, Bumba et Kolwezi ont nécessité une adaptation des modalités d'intervention, reposant sur l'implication des coordonnateurs provinciaux et des membres locaux du réseau, garantissant ainsi la continuité et l'efficacité des activités prévues.

3.3 Commentaires

La nécessité de changer l'indicateur d'impact relatif aux réductions d'émissions. L'indicateur d'impact mesurant les tonnes de réductions d'émissions de gaz à effet de serre constitue un défi méthodologique et opérationnel pour un projet dont les interventions sont principalement orientées vers la gouvernance, le dialogue politique et l'influence des cadres normatifs. L'attribution directe de réductions d'émissions quantifiables aux activités du projet s'avère complexe, dans la mesure où les effets attendus sont indirects, de long terme et dépendants de l'adoption et de la mise en œuvre effective des politiques publiques soutenues. Ce décalage entre la nature des résultats du projet et l'indicateur d'impact retenu souligne la nécessité d'une lecture qualitative et contributive de la performance du projet, complémentaire aux indicateurs quantitatifs classiques, et mieux alignée avec les objectifs de renforcement de la gouvernance REDD+.

4. Evaluation de la performance du projet

4.1 Evaluation de la performance du projet sur base des indicateurs du cadre logique

Cette section présente l'évaluation de la performance du projet SC REDD+ sur la base des indicateurs du cadre logique. Elle met en évidence les progrès réalisés au cours des premiers mois de mise en œuvre, en particulier au niveau des produits et des indicateurs intermédiaires, tout en soulignant le caractère progressif des résultats d'impact à plus long terme.

Le **tableau suivant** reprend les indicateurs issus de différents produits du projet faisant mention des progrès liés à la performance du dit projet.

Les indicateurs d'impact n'ont pas encore des valeurs, vu que le projet n'est qu'à quelques mois de mise en œuvre, en particulier l'indicateur lié à la Réduction et élimination des émissions du secteur de l'utilisation des terres. Quelques indicateurs de co-bénéfices pour le développement font mention de progrès significatif dans le temps imparti avec plus de 157 personnes atteintes par le renforcement des capacités.

Produit 1 -Renforcement des opérations et de la gouvernance au sein du GTCR-R : Dans le cadre de la mise en place d'un mécanisme de gouvernance démocratique et transparente du GTCR-R, les systèmes et capacités de gouvernance interne sont en cours de renforcement. Cet appui s'accompagne d'un soutien aux opérations quotidiennes aux niveaux national et provincial, contribuant à une amélioration progressive du taux de participation des membres aux réunions des structures de gouvernance du GTCR-R. Cette dynamique se traduit notamment par une forte participation aux sessions d'auto-évaluation de la gouvernance et de renforcement institutionnel organisées dans les provinces déjà couvertes par le projet. Ces acquis constituent une base solide sur laquelle le projet s'appuiera pour consolider les activités prévues en 2026 et renforcer durablement les performances avant la clôture du projet.

Produit 2- Renforcement de l'influence du GTCR-R sur les processus REDD+ à plusieurs niveaux: Dans le cadre du plan de collaboration stratégique et de renforcement des capacités du GTCR-R, des actions ciblées de développement des compétences et d'appui technique sont mises en œuvre au bénéfice du réseau et de ses membres. Ces efforts sont complétés par des activités de plaidoyer et de participation active du GTCR-R et de ses groupes thématiques aux consultations et dialogues multipartites REDD+, avec une participation à 18 espaces de concertation. Ces interventions visent à amplifier la présence, la visibilité et le message du GTCR-R aux niveaux international, national et infranational, notamment à travers la participation à des instances telles que la COP30 à Belém et le forum AGNES (African Group of Negotiators Experts Support) à Nairobi. L'ensemble de ces actions contribue à renforcer la capacité du GTCR-R à assurer un suivi décentralisé, indépendant et crédible des programmes et projets REDD+ en République démocratique du Congo.

Produit 3 Contribution à une mise en œuvre de la REDD+ plus efficace, équitable et informée en RDC : Pour le plan stratégique de contribution du GTCR-R aux étapes de la REDD+ en RDC établi et mis en œuvre, la contribution du GTCR-R à la réalisation des étapes de la REDD+ est en cours de renforcement et les jalons sous-

mentionnés montrent des avancées à l’atteinte des jalons de la 2e LOA. Des contributions du réseau à travers des notes techniques envoyées aux instances habilitées en RDC afin de se rassurer que les besoins des régions et des groupes sociaux historiquement sous-représentés sont prises en compte dans des nouvelles lois et démarches REDD tout en veillant au respect des garanties sociales et environnementales.

Le projet SC REDD a posé de bonne base dès cette première alimentant de performances des indicateurs tel que repris dans le tableau évaluation de la performance. Avec des canaux mises en place par le projet, un nombre élevé des personnes (plus 129 037) est touchée par les campagnes de communication/ évènements visant principalement à informer sur le projet et ses résultats attendus. Ces canaux comprennent des radios, télévisions, sites internet et réseaux sociaux (Facebook, Twitter, LinkedIn), des séances en présentiels avec comme objectif d’informer une grande cible sur le projet, la cible et ses objectifs ; un élément de plus prouvant les bonnes bases mises en place par le projet pour renforcer le rôle de la société civile sur les étapes REDD.

Tableau évaluation de la performance :

Produits	Indicateurs	Ligne de base ⁴	Cible visée pour la période de rapportage (non cumulative)	Valeur atteinte pour la période de rapportage (non cumulative)	Valeur 2025 (en cumularif) ⁵	Valeur 2026 (en cumula tif) ⁶	Valeur 2027 (en cumula tif) ⁷	Valeur actuelle (en cumulatif) ⁸	Cible finale dans le prodoc ⁹	Cible finale révisée le cas échéant	Hyperlien et numéro de la décision d’approbation de la révision de la cible le cas échéant	Commentaires ¹⁰
IMPACT 1 : Réduction et élimination des émissions du secteur de l’utilisation des terres												
Ind1	Évolution de la superficie forestière sous protection et gestion durable	Réduction	Réduction	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS	Maintien ou augmentation	RAS	RAS	Proposition de la modification en cours

⁴ Préciser l’unité.

⁵ Tenir compte de la valeur validée par le rapport annuel FONAREDD /CAFI 2021

⁶ Tenir compte de la valeur validée par le rapport annuel FONAREDD /CAFI 2022

⁷ Tenir compte de la valeur validée par le rapport annuel FONAREDD /CAFI 2023

⁸ Indiquer la valeur à l’issue de la période de rapportage.

⁹ Indiquer la cible telle que renseignée dans le document de projet.

¹⁰ Les commentaires doivent inclure les raisons pour les progrès significatifs, les retards ou changements le cas échéant.

Canevas de rapport– Projet financé par CAFI via FONAREDD - 2024

Impact 2 : Co-bénéfices pour le développement												
Ind2	Nombre de bénéficiaires directs, désagrégé par le genre, les minorités et la zone d'intervention ayant participé au programme de formation au leadership et de renforcement institutionnel	0	100 individus, dont 40% femmes et 20% peuple autochtones de 19 provinces	157 H: 118 F: 39 soit 25% PA: 4 Kinshasa: 23 Sud-Ubangui: 30 Equateur: 14 Mongala: 44	157 H: 118 F: 39 soit 25% PA: 4 Kinshasa: 23 Sud-Ubangui: 30 Equateur: 14 Mongala: 44	RAS	RAS	157 H: 118 F: 39 soit 25% PA: 4 Kinshasa: 23 Sud-Ubangui: 30 Equateur: 14 Mongala: 44 Lualaba: 20 Haut-Katanga : 26	200 individus dont 40% femmes et 20% peuple autochtones de 19 provinces	RAS	RAS	Remplacement en de proposition
Ind3	Nombre d'organisations membres du GTCR-R renforcées par le projet pour assurer un suivi et une gestion plus durable des ressources naturelles		50 % des membres du GTCR-R (nombre à déterminer au démarrage)	122	122	RAS	RAS	122	Tous les membres du GTCR-R (nombre à déterminer au démarrage)	RAS	RAS	Remplacement en cours de proposition
EFFET CAFI 3 : Les institutions et les parties prenantes du secteur forestier et des aires protégées disposent des capacités et du cadre juridique nécessaires pour promouvoir, surveiller et faire respecter la gestion durable des forêts												
Ind4	Taux de participation du GTCR-R et de ses groupes thématiques aux consultations	Participation partielle	70 % - Participation	18	18				90 % – Participation			

Canevas de rapport– Projet financé par CAFI via FONAREDD - 2024

	et dialogues multipartites sur la REDD+		active et informée	Soit 100%	Soit 100%				active, informée et notes de position prises en compte			
Ind5	% de recommandations du GTCR-R intégrées dans les documents politiques et réglementations adoptées ou modifiées sur la REDD+	À déterminer (année 1)	40 % – Notes de position et autres contributions directes partiellement prises en comptes	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS	60 % – Notes de position et autres contributions directes informen t les débats et aide la prise de décisions	RAS	RAS	
Ind6	Taux de satisfaction des membres et autres parties prenantes quant à la capacité du GTCR-R à promouvoir, surveiller et faire respecter la gestion durable des forêts	À déterminer (année 1)	50%	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS	80%	RAS	RAS	
Ind7	% et Nombre de personnes membres du GTCR-R qui, 3 à 6 mois après avoir participé à une formation technique, peuvent donner un exemple spécifique de la manière dont ils ont utilisé leurs nouvelles connaissances/ compétences dans leur travail, par genre	Non disponible	70 %, dont 50% de femmes, et 20% de peuples autochtone (nombre à déterminer au démarrage)	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS	70 %, dont 50% de femmes, et 20% de peuples autochtone (nombre à déterminer au	RAS	RAS	

Canevas de rapport– Projet financé par CAFI via FONAREDD - 2024

									démarrage)			
Produit 1 : Un mécanisme de gouvernance démocratique et transparente pour le GTCR-R est mis en place												
Ind8	Nombre et % de réunions tenues en conformité au plan annuel, par type (a. AG, b. Conseil d'administration, Comité de Pilotage, décentralisée, etc.)	Respect du calendrier et conformité partiels	90 % (au moins 1 AG, 2 CdA, 2 CdP par an)	20% (1 CdP)	RAS	RAS	RAS	20% (1 CdP)	100 % (au moins 1 AG, 2 CdA, 2 CdP par an)	RAS	RAS	Indicateur G3
Ind9	% de rapports soumis dans les délais impartis et évalués comme complets et conformes, par type (a. financiers, b. activités)	Délais dans la soumission et partiellement complets	70 %	50% (Financier : 2/3 ; Activités : 1/3)	RAS	RAS	RAS	50% (Financier : 2/3 ; Activités : 1/3)	100%	RAS	RAS	RAS
Ind10	Taux de participation (%) des membres aux réunions des structures gouvernance de GTCR-R, (a. AG, b. Conseil d'administration, Comité de Pilotage, décentralisée, etc.) par genre, type d'institution et groupe vulnérable	Certains membres des comités ne participent pas systématiquement aux réunions auxquelles ils devraient participer	80 % des organisations membres, dont 50% de femmes, 90% OSC, et 20% peuple autochtone ont les moyens de participer activement aux réunions	100% (F: 60% ; M:40%)	RAS	RAS	RAS	100% (F: 60% ; M:40%)	80 % des organisations membres, dont 50% de femmes, ont les moyens de participer activement aux réunions	RAS	RAS	Indicateur G1 (niveau individu)

Canevas de rapport– Projet financé par CAFI via FONAREDD - 2024

Ind11	Nombre de membres ayant participé au programme de formation au leadership et de renforcement institutionnel, par genre.	Non disponible	À déterminer (année 1)	157 (F:39 ; M: 118)	RAS	RAS	RAS	157 (F:39 ; M: 118)	À déterminer (année 1)	RAS	RAS	Indicateur D3
Ind12a	Taux de participation des membres aux enquêtes menées par l’outil d’autocontrôle « Où en sommes-nous ? », par genre	Non disponible	30 %, dont 50% de femmes	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS	40%, dont 50% de femmes	RAS	RAS	Une reformulation de ce indicateur est en cours de propositions
Ind12b	Ind12b.% de personnes enquêtées par l’outil d’autocontrôle « Où en sommes-nous ? », rapportant une appréciation positive des activités menées par le projet, par genre	Non disponible	60 %, dont 50% de femmes	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS	80 %, dont 50% de femmes	RAS	RAS	Une reformulation de ce indicateur est en cours de propositions
Produit 2 : Un plan de collaboration stratégique et de renforcement des capacités pour le GTCR-R est établi et mis en œuvre												
Ind21	Nombre et description de nouveaux partenariats stratégiques établis	Non disponible	À déterminer (année 1)	N/A	RAS	RAS	RAS		À déterminer (année 1)	RAS	RAS	Il y a 4 qui existent
Ind22	Nombre de membres ayant participé aux formations organisées par le GTCR-R, par genre, thématique de formation	Non disponible	300, dont 40% de femmes	90 (F; 21 soit 23% ; M: 69 soit 77%) Admin&Fin: 90	RAS	RAS	RAS	90 (F; 21 soit 23% ; M: 69 soit 77%) Admin&Fin: 90	400, dont 40% de femmes	RAS	RAS	
Ind23	Nombre de groupes thématiques opérationnels	Les groupes thématiques existent	Les groupes thématiques se réunissent et produisent	2 Groupes thématiques réunissent ; Notes de	RAS	RAS	RAS	2 Groupes thématiques réunissent ; Notes de	Les groupes thématiques se réunissent		RAS	

Canevas de rapport– Projet financé par CAFI via FONAREDD - 2024

		mais sont partiellement actifs	des notes de position	position en cours				position en cours	t et produisent des notes de position			
Ind24	Ind24.Taux de participation (%) du GTCR-R aux réunions des organes de gouvernance du partenariat RDC-CAFI, les COPIL des programmes, les conseils consultatifs, etc.	Le GTCR-R participe partiellement aux réunions	90 % – Le GTCR-R est représenté et participe activement à toutes les réunions auxquelles il est invité	100%	RAS	RAS	RAS		100 % - Le GTCR-R est représenté et participe activement à toutes les réunions auxquelles il est invité	RAS	RAS	
Produit 3 : Un plan stratégique de contribution du GTCR-R aux étapes de la REDD+ en RDC est établi et mis en oeuvre												
Ind34	Ind34. Nombre d'observatoires provinciaux du GTCR-R opérationnels	Partiellement opérationnels	À déterminer (année 1) – Les observatoires sont en place et disposent des moyens nécessaires pour effectuer leur mission	N/A	RAS	RAS	RAS	N/A	À déterminer (année 1) – Les observatoires sont en place et disposent des moyens nécessaires pour effectuer leur mission	RAS	RAS	
Ind35	Existence et utilisation d'un système de suivi et des outils pour évaluer la réalisation des étapes REDD+	Non disponible	Disponible et opérationnel	N/A	RAS	RAS	RAS	N/A	Disponible et opérationnel	RAS	RAS	

Canevas de rapport– Projet financé par CAFI via FONAREDD - 2024

Ind36	Nombre de visites de terrain pour le suivi de projets par les membres	0	15	N/A	RAS	RAS	RAS	N/A	30	RAS	RAS	
Ind37	% des programmes et projets REDD+ ayant fait l'objet d'un suivi de terrain par les membres du GTCR-R	À déterminer	40%	N/A	RAS	RAS	RAS	N/A	60%	RAS	RAS	
Ind38	Nombre de personnes, par genre, touchées par les campagnes de communication/ événements visant principalement à informer sur le projet [et ses résultats]	0	À déterminer (année 1)	129 037	RAS	RAS	RAS	129 037	À déterminer (année 1)	RAS	RAS	
Ind39	Nombre de personnes touchées par les campagnes de communication visant principalement à modifier les attitudes et pratiques	0	À déterminer (année 1)	N/A	RAS	RAS	RAS	N/A	À déterminer (année 1)	RAS	RAS	
Ind40	Pourcentage de campagnes utilisant des outils pour cibler spécifiquement les minorités et groupes vulnérables	0	À déterminer (année 1)	N/A	RAS	RAS	RAS	N/A	À déterminer (année 1)	RAS	RAS	
Ind41	Nombre d'événements organisés pour partager les résultats de la recherche avec la société civile au niveau national ou infranational	À déterminer (année 1)	À déterminer (année 1)	N/A	RAS	RAS	RAS	N/A	À déterminer (année 1)	RAS	RAS	

4.2 Etat d'avancement de mise en œuvre des activités du projet pour la période de rapportage

Hyperlien du PTBA approuvé par le COPIL du projet : https://drive.google.com/file/d/1-p9XoZPEZIN-iJBC8ul6mnFjr9mxQHnP/view?usp=drive_link

Activité prévue dans le PTBA 2025	Produit ¹¹ (ex. 1.1)	Chronologie prévue pour cette activité ¹²	Cible prévue dans le PTBA 2025	La valeur atteinte fin 2025	Statut à la fin de la période de rapportage <i>Choisissez l'une des options suivantes : « Terminé », « En cours comme prévu » ou « En retard ».</i>	Progrès et/ou défis attendus au cours de l'année suivante
1.1.2 Réunions de coordination nationale (points focaux provinciaux)	1.1	Du 22.05.2025 au 21.08.2025	1	1	Terminé	
1.1.3 Organiser réunions Comité de Pilotage	1.1	Du 22.06.2025 au 21.08.2025	1	1	Terminé	
1.1.4. Finaliser le processus d'acquisition de la personnalité juridique du GTCRR.	1.1	Du 22.09.2025 au 21.11.2025	1	0	En retard	Voir « 3.1 Défis liés au contexte du pays ». Le dossier est en atteint de la validation. Perturbé par le changement ministériel en 2025. Reporté à octobre 2026
1.1.5 Etablir un système financier avec logiciel.	1.1	Du 22.04.2025 au 21.10.2025	1	0	En retard	Voir « 3.2 Défis inhérents au projet ». Appel d'offre publié décembre 2025.
1.1.6 Actualiser la base des données de membres GTCR-R, avec sondages et questionnaires.	1.1	Du 22.08.2025 au 21.04.2026	0	0	En cours comme prévu	Base de données créée et mise en service. Données collectées auprès de 394 membres en 30/12/2025
1.1.7 Organiser un atelier national d'évaluation et de planification opérationnelle	1.1	Du 22.10.2025 au 21.11.2025	0	1	Terminé	Atelier organisé le 7 septembre 2025, en présence des coordonnateurs provinciaux de 18 provinces.
1.1.8 Actualiser le plan stratégique GTCRR 2020-2029	1.1	Du 22.11.2025 au 21.01.2026	0	0	En retard	Appel d'offre pour le consultant sera lancé en janvier 2026. La

¹¹ Indiquer seulement le numéro du Produit dans lequel s'inscrit l'activité.

¹² Merci de vous référer au calendrier de mise en œuvre du cadre logique du projet.

Canevas de rapport– Projet financé par CAFI via FONAREDD - 2024

						réalisation est prévue pour avril 2026.
1.2.1 Acquisition d'équipements	1.2	Du 22.04.2025 au 21.07.2025	2 rapport trimestriel	0	En retard	Voir Section 2: "Alignement progressif des procédures d'achat du GTCR-R avec les normes du CIFOR ». En décembre, GTCR-R a lancé deux appels d'offres pour des achats d'un véhicule et logiciel financier/administratif
1.2.2 Les opérations du Bureau de coordination nationale (par exemple, primes d'assurance, loyers, frais de communication, rémunération du personnel, frais de voyage, etc	1.2	Du 22.04.2025 au 21.04.2028	2 rapport trimestriel	2	En cours comme prévu	Coûts opérationnels régulièrement indiqués dans les rapports financiers
1.2.3 Recruter le chargé des programmes et de communication	1.2	Du 22.04.2025 au 21.07.2025	2 rapport trimestriel	2	Terminé	Embauchés en octobre 2025
1.2.4 Recruter le personnel d'appoint	1.2	Du 22.04.2025 au 21.07.2025	2 rapport trimestriel	2	Terminé	Reste un recrutement d'un chauffeur en 2026 lorsque le véhicule aura été acheté
1.2.5 Organiser formation financier/administratif pour le personnel du bureau coordination national et provinciales	1.2	Du 22.07.2025 au 21.09.2025	1	1	Terminé	Le CIFOR et le GTCR-R ont coorganisé une formation sur les finances et l'administration.
1.2.6. Fournir un expert finance/administration pour donner une formation pour les personnels de Bureau de coordination national	1.2	Du 22.08.2025 au 21.09.2025	1	1	Terminé	Le CIFOR et le GTCR-R ont coorganisé une formation sur les finances et l'administration.
1.2.7 Acquisition d'équipements (bureaux provinciaux)	1.2	Du 22.04.2025 au 21.08.2025	2 rapport trimestriel	2	En retard	Les acquisitions concernent les nouvelles coordinations installées, et les achats se feront par lot, c'est-à-dire lorsqu'au moins trois nouvelles coordinations provinciales seront installées (probablement premier semestre 2026)

Canevas de rapport– Projet financé par CAFI via FONAREDD - 2024

1.2.8. Autres coûts d'opération : les opérations du Bureau de coordination provinciaux (par exemple, primes d'assurance, loyers, frais de communication, rémunération du personnel, frais de voyage, etc	1.2	Du 22.04.2025 au 21.04.2028	2 rapports trimestriel	3	En cours comme prévu	Les transferts aux bureaux de coordination provinciaux sont mensuels et régulièrement indiqués dans les rapports financiers.
1.2.9 Mission en province pour installation des 6 nouvelles coordinations	1.2	Du 01.10.25 au 31.04.2028	0 rapport de mission	1	En cours comme prévu	Avancé. En tout, il y aura 6 installations entre le 01.04.2025 et le 30.04.2028
2.1.3 Organiser réunions Groupe thématiques	2.1	Du 22.09.2025 au 21.04.2028	0	5 (atelier redynamisation des GT, GT foncier 2 fois + GT aménagement du territoire + réunion des team leaders des GT)	En cours comme prévu	Cible à revoir car chacun des 8 groupes thématiques va se réunir plusieurs fois par an
2.1.4 Produire un document sur la vision de la programmation géographique du GTCRR	2.1	Du 22.10.2025 au 21.12.2025	0	0	En retard	Reporté au 1er trimestre 2026 lorsque l'enregistrement des membres dans la base de données sera assez avancé et après l'installation des bureaux provinciaux du GTCR-R dans les nouvelles provinces (voir A.1.2.9).
2.1.5 Produire un document sur la vision du GTCRR sur la révision du code forestier	2.1	Du 01.04.2025 au 30.04.2028	0	0	En cours comme prévu	La politique forestière est en cours d'élaboration – processus auquel prend part GTCRR. La politique servira de base pour la révision du Code forestier Reporté au 1er trimestre 2026
2.2.1. Effectuer l'évaluation des besoins	2.2	Du 22.10.2025 au 21.01.2026	0	0	En cours comme prévu	

Canevas de rapport– Projet financé par CAFI via FONAREDD - 2024

2.2.2. Mobiliser expertise sur les questions juridiques en rapport avec les thématiques émergentes	2.2	Du 22.10.2025 au 21.12.2025	0	0	En retard	Cela dépend de la redynamisation des groupes de travail, qui ont été lancés au T4/2025. Il est reporté à 2026.
2.2.3. Fournir des avis techniques pour soutenir les productions des documents vision GTCR-R (voir 2.1.3)	2.2	Du 22.10.2025 au 21.12.2025	0	0	En retard	Le document de vision doit être élaboré avec les groupes de travail thématiques, qui ont commencé leurs activités en décembre 2025. La réalisation est reporté à 2026.
2.2.4 Missions renforcement de capacités	2.2	Du 22.11.2025 au 21.01.2028	0	2 (Mongala et haut-katanga)	En cours comme prévu	Avancé. Axé sur les capacités financières et administratives. Début en mai 2026. Les missions sont prévues de manière intermittente jusqu'à la fin du projet.
2.2.5. Fournir des avis techniques et expertise pour les activités de renforcement des capacités et de soutien technique conformément à la stratégie élaborée	2.2	Du 22.11.2025 au 21.01.2028	0	1	En cours comme prévu	La stratégie est en cours d'élaboration. Lié à l'activité 2.2.4
2.3.1 Participation du GTCRR aux réunions de gouvernance des projet et programme REDD	2.3	Du 22.09.2025 au 21.03.2026	2 rapport trimestriel	2	En cours comme prévu	Il s'agira d'une activité continue jusqu'à la fin du projet, plutôt que ponctuelle comme prévu
2.3.2 Participation du GTCRR aux foras nationaux, régionaux et internationaux	2.3	Du 22.10.2025 au 21.03.2026	2 rapport trimestriel	2	En cours comme prévu	Il s'agira d'une activité continue jusqu'à la fin du projet, plutôt que ponctuelle comme prévu. FOJEC 5, COP30, Lusaka, Regional Knowledge Exchange Workshop and Learning Lab on REDD+, Peer-to-peer workshop organisé par le African Group of Negotiators Experts Support (AGNES)
2.3.4. Fournir des avis technique et expertise pour les événements GTCR-R	2.3	Du 22.09.2025 au 21.03.2026	0	0	En cours comme prévu	Il s'agit d'une activité continue plutôt que ponctuelle.

						accompagnement continu. Les objectifs et les résultats attendus devront être ajustés afin de refléter la nature continue de cette activité.
2.3.6 Réunion avec les leads des groupes thématiques sur les engagements sensibles aux genres	2.3	Du 22.09.2025 au 21.10.2025	0	1	En cours	Les GT se mettent en place et commencent à fonctionner. Il s'agira d'une série de deux réunions, au lieu d'une seule. La deuxième réunion est prévue pour juin-juillet 2026. La première était une réunion le 8 décembre 2025 avec les teams leaders sur une analyse genre et inclusion social (GEIS) afin de réviser la stratégie genre du GTCR-R. Cette réunion était utile pour préparer les leads de groupes de travaux à une réunion prévue la semaine suivante, afin de décider de la création ou non d'un nouveau groupe de travail sur le genre.
2.3.7. Fournir des avis technique et expertise pour les sensibilisations sur genre	2.3	Du 22.09.2025 au 21.04.2027	0	0	En cours	Le CIFOR a fournir une experte lors de la réunion sur le genre (2.3.6), qui a analysé et résumé la stratégie existante du GTCR-R en matière de genre, et présenté une méthodologie d'analyse de genre afin de mettre à jour la stratégie du GTCR-R en la matière.
2.3.8. Développement et entretiens du site web	2.3	Du 22.04.2025 au 30.04.2028	2 rapport trimestriel	2	En cours comme prévu	5 articles sur le site web du GTCR-R et plus de 20 publications aux réseaux sociaux du GTCRR.
2.3.9. Impression des outils de visibilité	2.3	Du 22.10.2025 au 21.11.2025	0	1	En cours	Les outils ont été imprimés. Bien qu'initialement prévue uniquement pour 2025, cette

Canevas de rapport– Projet financé par CAFI via FONAREDD - 2024

						activité sera probablement réimplémentée en 2026-2028 afin de s'adapter aux besoins changeants en matière de visibilité.
2.3.10. Impression et diffusion des bulletin et magazines	2.3	Du 22.10.2025 au 30.04.2028	1 bulletin/magazine publiés	0	En retard	Reporté au 1er trimestre 2026 Les bulletins vont être diffusés comme support pour que les membres du GTCRR puissent suivre les activités de SC-REDD et du GTCRR en général notamment les groupes thématiques
2.3.11 Medias et presse	2.3	Du 22.07.2025 au 21.10.2028	1 articles publiées	1	En cours comme prévu	1 article dans le media
3.1.1 Recrutement d'un consultant (pour développer une stratégie pour l'action de la société civile dans la REDD+ à travers un processus participatif itératif et équitable)	3.1	Du 22.11.2025 au 21.01.2026	0	0	En cours comme prévu	Il a été reporté à 2026 pour permettre de gérer la charge de travail.
3.1.3 Fournir des conseils techniques et expertise pour la production de rapport et l'atelier de validation GTCR-R	3.1	Du 22.11.2025 au 21.02.2026	0	0	En cours comme prévu	Dépend à 3.1.1
3.1.4 Actualiser les outils et méthodologie de suivi des étapes REDD+	3.1	Du 22.10.2025 au 21.12.2025	0	0	En retard	Reporté fin du 1er trimestre 2026 pour permettre de gérer la charge de travail.
3.1.5 Recrutement d'un consultant pour mettre en place un système de suivi et des outils pour évaluer la réalisation des étapes REDD+	3.1	Du 22.09.2025 au 21.10.2025	0	0	En retard	Reporté fin du 1er trimestre 2026 pour permettre de gérer la charge de travail.
3.1.6 Fournir d'avis technique pour soutenir l'actualisation des outils et méthodologie de suivi	3.1	Du 22.09.2025 au 21.12.2025	0	0	En retard	Cette activité suit l'activité A.3.1.4, qui est en retard.
3.2.4 Préparer les documents pour plaider qui utilise de données collectées	3.2	Du 22.08.2025 au 21.04.2028	0	0	En cours comme prévu	Cette activité débutera en 2027. Cela utilisera les données provenant des outils de suivi REDD+ (A3.1.4) et de

Canevas de rapport– Projet financé par CAFI via FONAREDD - 2024

						l'observatoire participatif (A.3.2.2).
B.1.1. Réunions de démarrage (petite équipe) avec l'équipe CAFI MELIA et le GTCRR - en ligne	B.1	Du 22.05.2025 au 21.06.2025	1	1	Terminé	
B.1.2. Atelier de formation et de codéveloppement pour le suivi et l'évaluation (avec les coordinateurs provinciaux du GTCRR)	B.1	Du 22.07.2025 au 21.08.2025	1	1	Terminé	
B.1.3. Visites de contrôle sur le terrain et mini-formations sur le renforcement des capacités organisationnelles en matière de suivi et d'évaluation pour les membres : 12 x	B.1	Du 22.11.2025 au 21.12.2027	2	2	Terminé	
B.1.5 Mission de terrain pour suivre la mise les respects des outils par la coordination et les projets et programmes	B.1	Du 22.07.2025 au 21.04.2028	0	0	En cours comme prévu	
B.2.1. Effectuer une analyse de genre au sein du GTCR-R et de ses membre	B.2	Du 22.07.2025 au 21.01.2026	0	0	En cours comme prévu	Une description de la méthodologie a été présentée au bureau national de coordination du GTCR-R et aux responsables des groupes de travail thématiques. La méthodologie a été approuvée.
B.3.1. Définition d'une stratégie de communication : objectifs, canaux, messages, etc.	B.2	Du 22.04.2025 au 21.08.2025	1	1	Terminé	Une stratégie initiale a été élaborée dans le cadre du document de projet, Annex 3.
B.3.2. Lancement du projet	B.3	Du 22.08.2025 au 21.09.2025	1	1	Terminé	L'événement a eu lieu en décembre 2025.
B.3.3. Définir le plan annuel de communication et les KPI de suivi	B.3	Du 22.04.2025 au 21.07.2025	1	0	En retard	Retard dans le recrutement d'experts en communication du CIFOR et du GTCR-R (voir section 3.2)
B.3.4. Recrutement d'un chargé de communication et Validation du plan de communication	B.3	Du 22.08.2025 au 21.04.2028	1	1	Terminé	Plan de travail Elaboré et validé pour 2026

Canevas de rapport– Projet financé par CAFI via FONAREDD - 2024

C.1.1. La mise en place de l'unité de coordination, de suivi-évaluation et de communication du projet	B.3	Du 22.04.2025 au 21.08.2025	1	2	Terminé	Cette activité doit être modifiée à "Maintenir l'équipe d'unité de gestion du project". Elle se poursuivra jusqu'à la fin du projet.
C.1.2. Le recrutement du Conseiller Technique Principal (CTP)	B.3	Du 22.04.2025 au 21.06.2028	1	1	Terminé	
C.1.3. Le recrutement des experts clés	C.1	Du 22.04.2025 au 21.07.2025	2	2	Terminé	
C.1.4. Le recrutement des experts financiers et administratives	C.1	Du 22.04.2025 au 21.07.2025	2	2	Terminé	
C.2.1. La mise en place et l'organisation du premier réunion Comité de Pilotage	C.2	Du 22.07.2025 au 21.08.2025	1	1	En cours comme prévu	Conformément aux directives FONAREDD, cet événement doit avoir lieu au moins deux fois par an, pas seulement le premier.
C.2.2. Processus interne à l'agence avec ses partenaires pour le lancement officiel des activités (telles que la signature des conventions de financement entre l'agence et le gouvernement, la mise en place des comptes bancaires dédiés au projet, etc.).	C.2	Du 22.04.2025 au 21.08.2025	1	1	Terminé	
C.2.3. L'acquisition des locaux	C.2	Du 22.04.2025 au 21.06.2025	2	2	Terminé	Cette activité doit être modifiée pour devenir « Maintenir le bureau d'unité de gestion du projet ». Elle se poursuivra jusqu'à la fin du projet.
C.2.4. L'acquisition du matériel (roulant et informatique)	C.2	Du 22.04.2025 au 21.06.2025	2	2	Terminé	Cette activité doit être modifiée pour devenir "Maintenir le fonctionnement d'unité de gestion du projet". Elle se poursuivra jusqu'à la fin du projet.
C.2.5. La finalisation du Manuel de procédure	C.2	Du 22.04.2025 au 21.08.2025	1	0	Retard	Un brouillon de manuel a été préparé. Il sera finalisé en février 2026.

Canevas de rapport– Projet financé par CAFI via FONAREDD - 2024

C.2.6. Formation du personnel aux procédures et aux systèmes	C.2	Du 22.07.2025 au 21.07.2027	1	1	Terminé	
C.2.7. Contrat avec les partenaires	C.2	Du 22.04.2025 au 21.07.2025	1	1	Terminé	
C.2.8. Réunion de démarrage avec les partenaires sur les exigences du projet	C.2	Du 22.06.2025 au 21.08.2025	1	1	Terminé	La première réunion s'est déroulée à Kinshasa en juin 2025.
C.2.9. Formation des partenaires aux procédures et systèmes	C.2	Du 22.06.2025 au 21.07.2027	1	1	En course comme prévu	La première formation s'est déroulée en ligne en juin 2025.
C.3.4. Réunions régulières de suivi financier/administratif avec les partenaires	C.3	Du 22.04.2025 au 21.12.2027	8	8	En course comme prévu	Les réunions ont eu lieu à différentes fréquences, selon les besoins, entre 1 et 4 fois par mois, parfois plus pendant les périodes de rapportage.
C.3.5. Suivi de la performance	C.3	Du 22.04.2025 au 21.12.2027	1	1	En course comme prévu	Activité continue
C.3.6. Rapport au bailleur de fonds	C.3	Du 22.04.2025 au 21.12.2027	1	1	En course comme prévu	Activité continu
C.3.7. Gestion des contrats avec les partenaires (rapports et paiements)	C.3	Du 22.04.2025 au 21.12.2027	2	2	En course comme prévu	Activité continu

5. Résultats du Projet

5.1 Contributions du projet à l'atteinte des indicateurs du cadre de résultats de CAFI

Le projet SC-REDD alloue l'intégralité de son budget de 5,5 millions USD à l'effet 3 du CAFI. Cette concentration stratégique vise à doter la société civile, à travers le GTCR-R, des capacités et du cadre juridique nécessaires pour surveiller et promouvoir la gestion durable des forêts. Ce choix garantit une participation citoyenne active et informée, essentielle pour influencer durablement les processus REDD+ en RDC.

Afin de renforcer l'efficacité et la gouvernance du processus REDD+ au niveau provincial, tout en consolidant l'ancrage de la société civile dans la mise en œuvre des politiques environnementales, au courant de l'année 2025 plusieurs missions de terrain ont été menées, principalement dans les provinces de la Mongala et du Lualaba. Dans la Mongala, le GTCRR a œuvré au renforcement des capacités de ses membres et à la consolidation de la collaboration entre les différentes structures internes. Ces initiatives ont permis de relancer la dynamique locale et d'assurer une meilleure coordination entre les acteurs engagés dans la gestion durable des forêts. Une nouvelle dynamique globale d'amélioration de la gouvernance environnementale s'est ainsi instaurée, grâce à la participation active des Organisations de la Société Civile présentes dans la zone. Ce processus a également contribué à accroître l'impact de la société civile, confirmant son rôle essentiel dans la promotion des politiques plus efficaces, inclusives et durables pour la protection des forêts et la lutte contre le changement climatique. *Lien de la photo correspondante :* <https://gtcrr.org/wp-content/uploads/2025/12/PHOTO-DECLARATION-FONCIERE-scaled.jpg>

En vue des enjeux forestiers et climatiques majeurs auxquels la province de la Mongala est confrontée, le GTCRR a entrepris en 2025 de donner un nouvel élan aux Organisations de la Société Civile en les dotant des capacités nécessaires pour assurer une participation active, structurée et efficace dans la mise en œuvre du processus REDD+. Ce renforcement des capacités, axé sur l'amélioration des compétences administratives et financières des membres du GTCRR Mongala, visait à garantir une gestion transparente, responsable et professionnelle des projets et des ressources. Cette démarche a contribué à accroître la crédibilité des OSC et à renforcer la confiance des partenaires techniques et financiers. Par ailleurs, une attention particulière a été portée à la formalisation de la collaboration entre le GTCRR Mongala, les autorités provinciales, les peuples autochtones et les partenaires locaux.

Lien de la photo correspondante : <https://gtcrr.org/wp-content/uploads/2026/01/Photo-de-famille-apres-le-renforcement-de-la-gouvernance-et-de-lefficacite-dans-le-processus-REDD.jpg>

Dans une démarche tournée vers la transparence et la gestion durable des ressources, la coordination nationale du Groupe de Travail Climat REDD+ Rénové (GTCRR) a officiellement [étendu ses activités dans la province du Lualaba](#), afin d'y assurer une installation formelle et de promouvoir une gouvernance solide et durable. Cette initiative a été menée sous la direction du président du Conseil d'administration du GTCRR, afin de garantir un ancrage stratégique solide et de rapprocher les principes de redevabilité des réalités propres aux zones d'extraction et à la gestion des ressources. A l'issue de cette rencontre, M. Donatien Kambola, représentant de l'Initiative pour la Bonne Gouvernance et les Droits Humains (IBGDH) a été désigné responsable de cette structure en province du Lualaba. Lors de cette activité, l'accent a été mis sur le renforcement des capacités relatives aux mécanismes de surveillance de la gestion des ressources, sur les stratégies de plaidoyer en faveur de la redevabilité, ainsi que sur l'alignement avec les objectifs nationaux du GTCRR en matière de climat. L'objectif était d'assurer un transfert efficace des connaissances, tout en garantissant une compréhension rigoureuse et une application sans faille des programmes phares du GTCRR. *Lien de la photo correspondante :* <https://gtcrr.org/wp-content/uploads/2025/12/PHOTO-FAMILLE-LUALABA.jpg>, <https://gtcrr.org/wp-content/uploads/2025/12/PHOTO-AVEC-LE-DIRCAB-LUALABA.jpg>.

Jouant un rôle essentiel dans la mise en œuvre du processus REDD+ et assurant un suivi ainsi qu'un contrôle rigoureux, [le GTCRR a entrepris la redynamisation des Groupes thématiques \(GT\)](#). Cette initiative s'est

révélée capitale pour garantir une action coordonnée, participative et inclusive face aux défis complexes liés à la déforestation. Les groupes thématiques — notamment le GT Forêts, le GT Aménagement du territoire, le GT Foncier, le GT Énergie, le GT Agriculture et le GT Démographie — constituent la véritable colonne vertébrale des actions du GTCRR. Dotés de représentations dynamiques, ils favorisent la coordination des organisations autour des différentes réformes et veillent à ce que le processus REDD+ demeure participatif et inclusif. Les dernières réunions de ces groupes remontaient à l’année 2023. Leur redynamisation visait à mutualiser les efforts et à renforcer l’organisation de la société civile, notamment en recueillant les attentes spécifiques des structures membres, en partageant les informations clés sur les réformes en cours et sur les thématiques liées aux piliers de la REDD+. Elle a également constitué une occasion privilégiée pour débattre des questions de genre et d’inclusion, en particulier sur la manière de garantir la présence d’experts issus des femmes, des jeunes et des Peuples Autochtones (PAP). *Lien de la photo correspondante :* <https://qtcr.org/wp-content/uploads/2025/12/PHOTO-ATELIER-REDYNAMISATION-1536x947.jpg>

Effets CAFI						
Les pratiques agricoles durables permettent la réduction de la conversion des terres et l’augmentation de la sécurité alimentaire	Des alternatives durables aux pratiques actuelles en matière de bois-énergie sont adoptées	Les institutions et parties prenantes du secteur forestier et des aires protégées sont en capacité et disposent d’un cadre légal permettant de promouvoir, suivre et mettre en œuvre la gestion durable des forêts	Les infrastructures et futurs projets miniers et hydrocarbures minimisent leur empreinte globale	i) Les décisions d’aménagement du territoire assurent une représentation équitable des intérêts sectoriels et maintiennent le couvert forestier ii) la sécurisation foncière n’incite pas à la conversion par des individus ou des communautés	La croissance démographique et la migration vers les forêts et les fronts forestiers sont ralenties	Une coordination interministérielle et une gouvernance sont améliorées, et résultent en i) des régimes fiscaux et permis pour les activités économiques qui ne poussent pas les acteurs économiques vers la conversion des forêts et les activités illégales, ii) un climat des affaires favorable aux investissements bénéfiques à la forêt
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

5.1.1 Matrice des bénéficiaires

La matrice des bénéficiaires présente, de manière cumulative depuis le début du projet, les bénéficiaires directs et indirects par domaine d'effet, ainsi que la nature du soutien apporté. Conformément au cadre logique du projet, les résultats se concentrent exclusivement sur le pilier « Gouvernance », le projet étant orienté vers le renforcement institutionnel, la participation aux processus REDD+ et l'influence des politiques publiques. Les autres secteurs sont indiqués comme non applicables (n/a), le projet ne mettant pas en œuvre d'interventions opérationnelles sectorielles.

Effet	Nouveaux Bénéficiaires de l'année (bénéficiaires directs ayant reçu un appui pour la première fois au cours de l'année de rapportage) (indiquer % hommes et femmes)	Bénéficiaires actifs (bénéficiaires directs ayant reçu un appui au cours d'une année précédente et continuant de bénéficier ou de participer activement à la mise en œuvre des activités pendant l'année de rapportage) (indiquer % hommes et femmes)	Nombre total des Bénéficiaires de l'année (correspond à la somme des nouveaux bénéficiaires et des bénéficiaires actifs) (indiquer % hommes et femmes)	Nombre total de bénéficiaires directs (correspond à la somme des nouveaux bénéficiaires directs et des bénéficiaires directs cumulés de l'année précédente) (indiquer % hommes et femmes), en cumulatif depuis le début du projet	Description et intensité du soutien	Nombre de bénéficiaires indirects en cumulatif depuis le début du projet	Description et intensité du soutien	Commentaires
Aménagement du territoire	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Energie	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Agriculture	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Forêts	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Foncier	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Mines et infrastructures	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Démographie	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A

Gouvernance	157 ; F: 25% ; H : 75% ;	157 ; F: 25% ; H : 75% ;	157 ; F: 25% ; H : 75% ;	157 ; F: 25% ; H : 75% ;	Les responsables des OSC reçoivent des renforcements des capacités en thématiques émergents	7 463 ; F: 3420 Soit 46% ; H:4043 soit 54%	Les responsables organisent des séances de restitutions et des mises à niveau de membres de leurs organisations sur les thématiques reçues du projet.	Les bénéficiaires indirects sont issus des organisations de la société civile membres du réseau, dont les effectifs sont renforcés sur différentes thématiques (activité d'identification est en cours)
Nombre total (peut ne pas être égal à la somme des rangées ci-dessus)	157 F: 25% ; H : 75% ;	157 F: 25% ; H : 75% ;	157 F: 25% ; H : 75% ;	157 F: 25% ; H : 75% ;	N/A	7 463 F: 3420 Soit 46% ; H:4043 soit 54%	N/A	N/A

Commentaires :

- Le projet sectoriel SC REDD ne s'inscrit que dans le renforcement institutionnel avec un accent sur la capacitation des membres pour une bonne gouvernance interne et un suivi REDD décentralisé. Les autres piliers ne semblent pas être utiles pour ce projet.
- N/A = secteurs indiqués comme non applicables

5.2 Contributions du projet à l'atteinte des jalons de la Lettre d'intention

Le tableau ci-dessous présente les contributions du projet SC-REDD à l'atteinte des jalons de la Lettre d'intention (Loi) CAFI, en mettant en évidence les progrès réalisés au cours de la période de rapportage ainsi que les avancées cumulatives depuis le démarrage du projet. Il permet de documenter, par pilier sectoriel et par jalon, les actions de suivi, de plaidoyer et de contribution technique menées par la société civile à travers le GTCR-R, en cohérence avec la vocation du projet axée sur la gouvernance, la participation et l'influence des politiques publiques.

Sur les huit piliers couverts par la Lettre d'intention, cinq (Aménagement du Territoire, Énergie, Forêts, Gouvernance et Foncier) présentent des contributions actives et documentées du projet au cours de la période de rapportage, les autres relevant soit d'un engagement encore procédural, soit d'un séquençage ultérieur des réformes au niveau national.

Dans les piliers Aménagement du territoire, Énergie, Forêts et Foncier, le GTCR-R a été activement impliqué dans les processus de réforme en cours. Dans le domaine de l'**Aménagement du territoire**, le projet a contribué au suivi et au plaidoyer ayant accompagné la promulgation de la loi en juillet 2025, ainsi qu'aux échanges techniques relatifs aux principaux outils de mise en œuvre (SNAT, LAT, PSAT, atlas). Ces

contributions traduisent un alignement différencié mais cohérent avec les jalons correspondants de la Lettre d'intention, en particulier ceux déjà atteints ou formalisés dans ce pilier.

Dans le secteur de l'**Énergie**, les contributions ont porté sur le suivi de l'élaboration de la Politique nationale de l'énergie et la participation aux retraites et ateliers techniques organisés par le ministère compétent. Le GTCR-R a formulé des analyses et contributions sur les documents de politique publique et les mécanismes de coordination intersectorielle, en cohérence avec des jalons de la Lettre d'intention encore en phase d'élaboration.

Le pilier **Forêts** – naturellement dans le contexte de REDD+ – constitue l'un des domaines les plus densément couverts par les contributions du projet. Celles-ci incluent la participation aux ateliers de définition de concepts clés (forêts dégradées, tourbières, forêts de grande valeur), le suivi de la gouvernance forestière, la production de notes de position sur la politique et le code forestier, ainsi que le plaidoyer en faveur de la transparence des concessions et de l'intégration du secteur forestier dans les cadres nationaux et internationaux (CDN, BUR). Ces actions illustrent un engagement structuré du GTCR-R sur des jalons forestiers centraux de la Lettre d'intention, tant sur le plan technique que sur celui de la gouvernance.

En matière **Foncière**, les contributions apparaissent ciblées mais politiquement sensibles, à travers la production de notes d'analyse, des correspondances officielles adressées à la Présidence et à l'Assemblée nationale, ainsi que des actions de communication publique autour de la réforme foncière pour souligner la nécessité d'harmoniser les deux initiatives législatives en matière foncière. Dans le cadre du processus d'adoption de la nouvelle loi foncière, la société civile s'est fortement mobilisée afin de préserver les avancées contenues dans le document de politique foncière nationale, notamment la reconnaissance des droits coutumiers des communautés locales et des peuples autochtones pygmées ainsi que l'intégration du Système d'informations foncières (SIF). Plusieurs actions de plaidoyer de grande envergure ont été menées avec succès, dont l'envoi d'une lettre au Président de l'Assemblée nationale pour souligner la nécessité d'harmoniser les deux initiatives législatives en matière foncière ainsi que l'organisation d'un point de presse sur le même sujet. Ces démarches ont conduit à une rencontre entre la ministre des Affaires foncières et le coordonnateur national du GTCRR, qui a eu l'occasion d'exprimer directement les préoccupations de la société civile concernant le projet de loi en cours d'élaboration. La loi foncière a été promulguée fin 2025, marquant l'atteinte formelle du jalon correspondant ; toutefois, l'intégration partielle de certaines recommandations met en évidence des enjeux de qualité et d'alignement avec la Lettre d'intention. *Lien de la photo correspondante* : <https://qtcr.org/wp-content/uploads/2025/12/PHOTO-DECLARATION-FONCIERE-scaled.jpg>

A l'inverse, les piliers **Mines et hydrocarbures** et **Démographie** présentent peu de progrès documentés sur la période, en raison du séquençage des priorités nationales, du stade d'avancement limité de certaines réformes et du caractère progressif de l'engagement du projet sur ces thématiques, en cohérence avec le calendrier implicite des jalons de la Lettre d'intention.

Finalement dans le pilier **Agriculture**, les contributions du projet se situent en amont des jalons de la Lettre d'intention, ceux-ci n'ayant pas encore été formellement atteints au cours de la période de rapportage. Dans le cadre du pilier lié à la **Gouvernance** qui constitue l'un des axes stratégiques majeurs de la mise en œuvre de la REDD+ en RDC visant à renforcer les institutions, les mécanismes de coordination, la transparence et la participation citoyenne dans la gestion des ressources naturelles et l'aménagement du territoire. Le GTCRR participe aux réunions des organes de gouvernance du partenariat RDC-CAFI, aux COPIL des programmes/projets aux niveaux provincial et National, les conseils consultatifs initiés par les ETD auprès de FONAREDD, et différentes autres partenaires, implications dans les activités locales, provinciales, nationale et infranationales se rassurant de l'intégration des besoins communautaires et PA dans les programmes/Projets REDD; mentionnant leur détermination dans la participation et du suivi auprès des instances de gestion du fond affecté aux REDD et aux actions environnementales rationnelles et durables.

En résumé, le tableau montre que le projet SC-REDD contribue de manière crédible et cohérente à l’atteinte des jalons de la Lettre d’intention principalement par des effets de gouvernance, d’influence et de renforcement des processus. Ces contributions correspondent au rôle attendu de la société civile dans la Lettre d’intention pour accompagner, sécuriser et crédibiliser la mise en œuvre des réformes sectorielles, et constituent une base solide pour une montée en puissance progressive au cours des prochaines années du projet.

N° du jalon dans la LOI ¹³	Descriptif du Jalon	Progrès accomplis lors de la période de rapportage	Progrès accomplis de manière cumulative depuis le début du projet	Commentaires
1. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE				
1g, 1h, 1i et 1j 2022-2023)	- Suivi et plaidoyer auprès du ministère de l’AT, du Parlement et de la Primature pour l’élaboration de la Loi relative à l’AT	La loi a été promulguée le 1er juillet 2025	La loi sur l'aménagement du territoire est déjà promulguée	
	- Échanges avec la Cellule Technique d’AT (CAT) pour renforcer les approches de travail d’enrichissement des outils de mise en œuvre d’AT (guide méthodologique SNAT, élaboration LAT, PSAT, ATLAS AT, ONAT etc.)	Réunion d’échange sur les acquis de l’Aménagement du territoire sur (guide méthodologique SNAT, élaboration LAT, PSAT, ATLAS AT, ONAT etc.) vers le 14 Aout 2025	Réunion d’échange a eu lieu en date du 14 Aout 2025 sur les acquis de l’Aménagement du territoire sur (guide méthodologique SNAT, élaboration LAT, PSAT, ATLAS AT, ONAT etc.)	
	- Échanges et suivi auprès du juriste du Cabinet du ministère de l’AT sur l’évolution sur l’élaboration des textes mettant en place le Conseil National de l’aménagement du territoire (CNAT)	n/a	n/a	
	- Suivi auprès des provinces et territoires les processus de rédaction des actes juridiques mettant en place les Conseils Provinciaux et Locaux d’Aménagement du Territoire (CPAT et CLAT) dans deux provinces pilotes.	n/a	n/a	

¹³ Les Lettres d’intentions sont accessibles dans ce dossier : https://drive.google.com/drive/folders/19GjqHJID8RP4imWoEiqNloagyZPwZHDP?usp=drive_link

	- Production des notes d'analyse, contribution et de position sur le travail d'inventaire de capital forestier.	Une série de réunions de validation du capital forestier ont été organisées en vue de la préparation de SNAT vers juillet 2025	Une série de réunions de validation du capital forestier ont été organisées en vue de la préparation de SNAT vers juillet 2025	
	Organisation des conférences de presse, des cafés d'échanges, rencontres parlementaires avec les champions de l'AT au Parlement.	Une table ronde a été organisée au Parlement aux alentours du 18 septembre 2025 , en marge de la mission de l'Assistance technique (AT).	Une table ronde a été organisée au Parlement aux alentours du 18 septembre 2025 , en marge de la mission de l'Assistance technique (AT).	
	Participation aux ateliers et travaux des taskforce sur l'AT.	Des comités de pilotage et d'autres travaux de Taskforce ont été organisés sur l'AT vers novembre 2025	Des comités de pilotage et d'autres travaux de Taskforce ont été organisés sur l'AT vers novembre 2025	
	Suivi du processus d'arbitrage des conflits d'affectation des terres auprès du Premier Ministre, Gouverneur de province, Autorité locale	n/a	n/a	
	Sous le lead de la CN, organiser des échanges et plaider auprès des ministères sectoriels sur la centralisation et la publication de tous les contrats d'affectations des terres (agriculture, forêts, mines, hydrocarbures)	n/a	n/a	
2. ENERGIE				
2c, 2d, 2e, 2f et 2g	Suivi du processus d'élaboration de la Politique nationale de l'énergie (PNE) auprès du Ministère des Ressources Hydrauliques et Électricité (MINRHE) et de la Primature.	Deux retraites à Matadi avec le MINRHE ont été déjà réalisées vers septembre 2025	Deux retraites à Matadi avec le MINRHE ont été déjà réalisées vers Aout 2025	
	Participation et contributions aux activités du groupe de travail sur l'énergie durable	n/a	n/a	
	Analyse des documents drafts du PNE pour formuler des contributions.	Réalisé à Zongo vers Congo Centrale avec toutes les parties prenantes et GTCRR a émis ses	Réalisé à Zongo vers Congo Centrale avec toutes les parties prenantes et GTCRR a émis ses contributions à travers cette séance.	

		contributions à travers cette séance.		
	Contributions à l'élaboration de l'acte juridique sur le mécanisme de coordination intersectorielle sur la question de l'énergie durable ; le cadre légal, réglementaire et fiscal du gaz de pétrole liquéfié (GPL) ; et le plan ou feuille de route d'augmentation de l'allocation et l'exécution du budget national du secteur énergie.	Une étude sur les opportunités de développement économique sans pétrole et gaz a été réalisée vers juillet 2025	Une étude sur les opportunités de développement économique sans pétrole et gaz a été réalisée vers juillet 2025	
	Organiser des conférences de presse, des cafés d'échanges, et des rencontres de mise à jour avec les décideurs politiques du MINRHE	n/a	n/a	
3. AGRICULTURE				
(3i, 3j, 3k, 3l, 3m, 3n et 3o)	Suivi auprès du ministère de l'Agriculture (MINAGRI) et de la Primature du processus de finalisation de la Politique agricole, de la prise de l'acte juridique mettant en place le Conseil consultatif national de l'agriculture (CCNA), de réflexion et de définition sur l'agriculture de taille intermédiaire, et d'élaboration du plan ou feuille de route d'augmentation de l'allocation et l'exécution du budget national du secteur agricole.	A travers le COPIL du programme d'activités durables du ministère, GTCCR arrive à faire ce suivi auprès du ministère et ses parties prenantes et formuler ses recommandations.	A travers le COPIL du programme d'activités durables du ministère, GTCCR arrive à faire ce suivi auprès du ministère et ses parties prenantes et formule ses recommandations.	
	Suivi, produire une note d'analyse et de contribution à la cartographie du potentiel de production agricole durable.	n/a	n/a	
	Organiser des conférences de presse, des cafés d'échanges, et des rencontres de mise à jour avec les décideurs politiques du MINAGRI.	A travers le COPIL et le comité technique, GTCRR émet ses recommandations et des mises à jour auprès des décideurs politiques du MINAGRI	n/a	
4. FORET				
(4i, 4j, 4k, 4l, 4m, 4n, 4o, 4p, 4q, 4r, 4s, 4t,	Suivi et lobbying auprès du ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) ainsi que les agences	La Définition du concept « forêt dégradée », « tourbières » et «	Le suivi et le lobbying ont déjà commencé auprès de la MEDD raison des ateliers sur les thématiques forêts.	

<p>4u, 4v, 4w et 4x)</p>	<p>d'exécution pour des progrès dans la revue légale des titres de concessions forestière de conservation, la définition des concepts de forêt dégradée (ainsi que leur identification) et les forêts de grande valeur et des tourbières, l'intégration du secteur forestière au processus ITIE et la publication sur son site internet de tous les contrats de concessions d'exploitation industrielle et de conservation, y compris les rapports d'audit, de revue et des missions d'observation.</p>	<p>forêts de grande valeur » lors d'un atelier organisé par la MEDD en novembre 2025</p>		
	<p>Triangulation des informations sur l'exhaustivité de publication de tous les contrats.</p>	<p>Une note de contribution avait déjà été produite par le GTCRR avant début du projet SC REDD auprès à la première ministre et à l'IGF.</p>	<p>n/a</p>	
	<p>Production d'une note d'analyse et de contribution à l'évaluation de l'efficacité du contrôle forestier et conduite des réflexions préalables sur l'observation indépendante mandatée et non-mandatée.</p>	<p>-Des Consultations nationales et provinciales ont été effectuées par groupe d'intérêts et d'autres prévues en 2026</p>	<p>Des consultations nationales et provinciales sur le pilier FORET ont déjà commencé</p>	
	<p>Finalisation et diffusion de la note de contribution et de positionnement sur la politique et le code forestier.</p>	<p>GTCRR a fait une note de position adressée au ministère de l'environnement et de développement durable</p>	<p>GTCRR a fait une note de position adressée au ministère de l'environnement et de développement durable</p>	
	<p>Suivi du respect des exigences légales d'allocation de nouvelles concessions forestières industrielles par le MEDD.</p>	<p>En province de l'Equateur, des suivis de respect des exigences de l'allocation de nouvelles concessions forestières ont été organisées par le coordonnateurs provinciaux de Mongala, de l'Equateur, ...</p>	<p>En provinces de l'Equateur, des suivis de respect des exigences de l'allocation de nouvelles concessions forestières ont été par le coordonnateur provincial</p>	

		Cas de BOOMING GREEN à Mongala		
	Contributions, suivi et lobbying auprès du MEDD et des agences d'exécution des avancées du travail sur la programmation géographique, la signature de l'acte juridique de la levée du moratoire, le plan de protection effective des aires protégées existantes, adoption du guide de bonne pratique des CFCL, mise à jour des données de déforestation et de dégradation, soumission des Rapports biennaux actualisés (BUR), la mise en place et le fonctionnement des Conseils Consultatifs Provinciaux des Forêts, la révision de la CDN et la mise à jour du niveau d'émissions de référence des forêts.	-Participation à l'atelier d'échanges et orientations stratégiques pour l'amélioration de la Contribution Déterminée à l'échelle Nationale (CDN) révisée 2021 pour la troisième itération de la CDN (3.0) -CCNF opérationnel avec 3 délégués représentant le GTCRR comme membres effectifs Une réunion a été organisée au 30 / 12 / 2025 par le CCNF.	Contribution du réseau pendant les ateliers sur la programmation géographique et différents thématiques forêts	
	Organiser des conférences de presse, des cafés d'échanges, et des rencontres de mise à jour avec les décideurs politiques du MEDD.	A travers le COPIL et Comités de Revues de programmes organisés, le GTCRR partage ses recommandations sur les mises à jour des projets auprès des décideurs politiques DU MEDD organisés cette année une 69e COPIL	A travers le COPIL et Comités de Revues de programmes organisés, le GTCRR partage ses recommandations sur les mises à jour des projets auprès des décideurs politiques DU MEDD organisés cette année une 69e COPIL	
5. FONCIER				
(5g, 5h, 5i et 5j)	Contribution, suivi et lobbying auprès du ministère des Affaires Foncières (MINAF), des agences d'exécution et du CONAREF des avancées sur la finalisation de la politique et la loi foncière, le Système d'informations foncières (SIF) et ses outils, et le respect des exigences légales dans les procédures d'attribution foncière.	Deux lettres ont été adressées à la présidence et à l'Assemblée nationale sur la loi foncière Loi foncière promulguée le 31 décembre 2025 malheureusement la nouvelle loi Nouvelle loi ne prend pas en compte de façon explicite le SIF	Les contributions sont faites à travers des lettres adressées à la présidence, à l'AN	

	Production des notes d'analyse et de contribution sur la politique et la loi foncière.	Les notes d'analyse ont été produites sur la foncière à travers les 2 lettres adressées à la présidence et à l'AN	Les notes d'analyse ont été produites sur la foncière à travers les 2 lettres adressées à la présidence et à l'AN	
	Organiser des conférences de presse, des cafés d'échanges, et des rencontres de mise à jour avec les décideurs politiques du MINAF, les parlementaires et la Primature.	Une conférence de presse sur la loi foncière a été organisée par le GTCRR en novembre 2025 Une réunion d'échanges entre le COORDONNATEUR NATIONAL et le MINISTRE DE AFFAIRES FONCIERES	La conférence de presse sur la loi foncière a été organisée par le GTCRR en novembre 2025	
6. MINES ET HYDRAUCARBURES				
(6d, 6e, 6f, 6g et 6h)	Travail de veille et d'alerte auprès du ministère des Hydrocarbures, Mines et Environnement pour assurer la mise en œuvre des obligations légales de réalisation des évaluations environnementales et sociales, le respect de l'interdiction de toute activité minière et d'hydrocarbures incompatible avec les objectifs de conservation dans les aires protégées, respect des conditions pour tout investissement minier et d'hydrocarbures dans la zone tampon d'aires protégées, et publication de tous les contrats de concessions de mines et hydrocarbures.	n/a	n/a	
	Contributions et inputs au travail d'élaboration des normes REDD+ et d'analyse pour déterminer dans quelle mesure les titres miniers et des hydrocarbures chevauchent avec et/ou ont un impact sur les aires protégées, les Forêts de grande valeur et les tourbières.	n/a	n/a	

	Organiser des conférences de presse, des cafés d'échanges, et des rencontres de mise à jour avec les décideurs politiques des hydrocarbures et autres parties prenantes.	n/a	n/a	
7. DEMOGRAPHIE				
	Contribution, suivi et lobbying auprès des ministères de la Santé (MINSANTE) ; Plan, Budget ; Finances et du Genre, Famille et Enfants, et des agences d'exécution sur les progrès sur la redynamisation du Comité national de population (CONAPO), de l'actualisation et l'adoption de la politique nationale de population, du plan stratégique de planification familiale, et de la stratégie nationale de sensibilisation en santé sexuelle et reproductive ; et la redynamisation et le fonctionnement de la Coordination Nationale du Comité Technique Multisectoriel Permanent (CTMP)	n/a	n/a	
	Élaboration d'une note de contribution à la politique nationale de population et au plan de plaidoyer d'augmentation de l'allocation et l'exécution du budget domestique à la planification familiale.	n/a	n/a	
	Organiser des conférences de presse, des cafés d'échanges, et des rencontres de mise à jour avec les décideurs politiques du MINSANTE et autres parties prenantes.	n/a	n/a	

6. Communication et promotion

6.1 Illustration spécifique – Photos et vidéos HD

Les photos, vidéos et supports visuels sont disponibles ici :

https://drive.google.com/drive/folders/1vZVsZbl8yG-itnBHhVtHEUbW7kGXfs64?usp=drive_link

6.2 Stratégie et plan de communication

La stratégie de communication du projet vise à valoriser le rôle du GTCRR dans les questions liées à la REDD+, tout en renforçant la collaboration entre ses organisations membres, en plaidant pour des changements politiques favorables et en mobilisant les financements nécessaires au développement d'initiatives de renforcement des capacités.

De manière spécifique, elle permet de :

- Concevoir et distribuer au moins 3 types de supports pédagogiques (boîtes à images, fiches techniques, courtes vidéos) pour vulgariser les concepts REDD+ auprès de 15 communautés locales d'ici la fin du troisième trimestre.
- Augmenter de l'engagement numérique du projet en publiant 2 articles et 1 récit à succès par trimestre sur les plateformes cibles, afin d'attirer l'attention des décideurs politiques sur les résultats concrets du projet.
- Organiser 4 sessions d'information (2 séminaires en présentiel et 2 webinaires) touchant au moins 50 représentants des autorités politiques et parties prenantes clés pour assurer une compréhension commune des activités du SC-REDD d'ici décembre 2026.
- Produire et diffuser 3 synthèses de plaidoyer simplifiées et 1 rapport annuel illustré auprès de 20 organisations y compris les OSC, ONG et Ministères pour influencer les prises de décision locales avant chaque session budgétaire ou de planification.
- Mettre en place un cycle de 3 webinaires trimestriels de transfert de connaissances, réunissant des chercheurs et décideurs, avec une intervention minimale de 20 experts par an pour faciliter l'adoption des recommandations de recherche par les communautés et agents de développement.

Publics cibles : Etant donné que le projet vise à sensibiliser les publics ciblés sur la lutte contre la perte forestière, le changement climatique et la pauvreté dans la région, les activités prévues dans le cadre de cette stratégie de communication s'adresseront aux publics suivants

AU NIVEAU NATIONAL	AU NIVEAU INTERNATIONAL
<ul style="list-style-type: none"> • Groupe de Travail Climat REDD – Rénové (GTCR-R) avec les ONG membres et non membres, OSC, • Autorités politiques congolaises des organisations membres des parties prenantes et les des agences gouvernementales (la présidence, le parlement, le Sénat, les ministères sectoriels (MEDD, MINAGRI, Développement rural, etc.), • Bailleurs de fonds : FONAREDD, et autres, • Partenaires du secteur privé (Universités), 	<ul style="list-style-type: none"> • CAFI • Médias internationaux, • Institutions de recherche,

<ul style="list-style-type: none"> • Acteurs de terrain : (Restauration, agroforesterie/agroécologie, conservation de la biodiversité), • Médias : (Médias locaux/nationaux, stations de télévision et de radio communautaires), • Communautés locales et peuples autochtones. 	
---	--

PLAN DE COMMUNICATION

En se référant au document de base du projet (PRODOC), un plan de communication détaillé et concerté entre le CIFOR et le GTCRR a été élaboré afin de faciliter une mise en œuvre ordonnée et orientée vers les résultats. Des indicateurs de performance ont été définis pour chaque activité pour permettre d'alimenter les indicateurs globaux du projet liés à la communication. Enfin, chaque activité a été budgétisée conformément aux lignes du Plan de Travail Budgétisé Annuel (PTBA 2026), validé lors du deuxième COPIL du projet tenu le 12 février 2026.

Le document détaillé du plan de communication est disponible dans l'espace collaboratif, Annex 4. (https://docs.google.com/spreadsheets/d/1u8lZ9G7FwX-PZaDmxYl99GCC1ura8h2j/edit?usp=drive_link&oid=101000446555292810046&rtpof=true&sd=true)

Il ressort de ce tableau du plan de communication présenté de manière détaillée les activités prévues pour l'année 2026 conformément aux inspirations du document de base du projet (Prodoc). Ces actions contribueront à valoriser le rôle du GTCRR dans les questions relatives à la REDD+ tout en consolidant la collaboration entre ses organisations membres, tant au niveau national qu'au niveau provincial.

La communication étant une composante transversale, elle interviendra dans d'autres activités tout au long de l'année suivant l'importance de ces dernières. D'où cette planification pourrait subir des amendements selon la nécessité pendant son implémentation.

Efforts de communication du projet réalisés au courant de l'année 2025 :

Nom du projet de communication	Stratégie de communication du projet d'Appui à la société civile pour le suivi décentralisé des projets et programmes REDD+ en RDC		
Date de début du projet de communication	Avril 2025	Date de fin du projet de communication	Avril 2028
Objectifs du projet de communication (comment ce projet de communication)	L'objectif général de cette stratégie de communication est de promouvoir et valoriser le rôle du GTCRR dans les questions liées à la REDD+, tout en renforçant la collaboration entre ses organisations membres, en plaidant pour des changements politiques favorables et en mobilisant les financements nécessaires au développement d'initiatives de renforcement des capacités.		

<p>s'insère-t-il dans les objectifs et la stratégie globale ?) :</p>	<p>En outre, elle repose sur le mélange d'informations institutionnelles et de communication pour le changement social et comportemental dans l'ensemble du territoire national.</p>	
<p>Audience</p>	<p>Résultat en termes de communication (y compris en termes de communication pour le changement social et comportemental)</p>	<p>Lien aux outils de communication (Par exemple : publications, ateliers, spots radio, pages web)</p>
<p>Autorités nationales, OSC, Autres bailleurs de fonds, partenaires du secteur privé, Médias et autres à partir des médias sociaux lors de l'activité de lancement au public du projet</p>	<p>Le projet SC REDD a été connu au public, a défini sa stratégie d'implémentation celle d'appuyé le GTCRR disposant d'une centaine d'Organisations et aussi le focus sur les réseaux de la société civile qui sont les premiers bénéficiaires du projet. Une large diffusion a été faite sur les médias sociaux, les radios et télévisions au niveau national.</p>	<p>Renforcer le leadership de la société civile dans la lutte de la RDC contre la déforestation CIFOR-ICRAF</p> <p>Facebook</p> <p>Post 1 (press release): https://www.facebook.com/share/p/1DeNRRPX7s/</p> <p>Post 2 (launch): https://www.facebook.com/share/p/1GsyuBZTf/</p> <p>Post 3 (announcement): https://www.facebook.com/share/p/1Axa9DZ2xd/</p> <p>Twitter/ X:</p> <p>Post 1 (press release): https://x.com/CIFOR_ICRAF_WCA/status/1997279321690722754?s=20</p> <p>Post 2 (launch): https://x.com/CIFOR_ICRAF_WCA/status/1996597481807749253?s=20</p> <p>Post 3 (announcement): https://x.com/CIFOR_ICRAF_WCA/status/1994841988139761853?s=20</p>
<p>Décideurs politiques</p>	<p>La Coordination Nationale du GTCRR a multiplié les plaidoyers auprès des</p>	<p>https://gtcrr.org/position-des-reseaux-et-organisations-de-la-societe-civile-environnementale-membres-du-groupe-de-travail-climat-redd-renove-sur-le-fonds-pour-preservation-des-forets-tropicales-tff/</p>

	<p>autorités politico-administratives, aux niveaux national et provincial, en vue d'une bonne intégration des recommandations de la société civile dans les politiques nationales REDD+.</p>	
<p>Partenaires techniques et financiers</p>	<p>Plaidoyers avec CAFI & FONAREDD sur le respect des engagements des uns et des autres dans le cadre du processus REDD+ en RD Congo</p>	<p>https://gtcrr.org/le-gtcrr-et-cifor-icraf-lancent-le-projet-sc-redd-un-nouvel-elan-pour-la-societe-civile-congolaise-et-la-redd/</p>
<p>Communautés de base</p>	<p>Plusieurs missions de la Coordination Nationale du GTCRR se sont déroulées dans la Mongala, le Haut-Katanga et le Lualaba pour sensibiliser les OSC au travail du GTCRR.</p> <p>Les communautés de base et les peuples autochtones ont été sensibilisés par les coordinations provinciales sur l'adoption de</p>	<p>https://gtcrr.org/renforcement-de-capacites-et-mobilisation-communautaire-le-gtcrr-au-coeur-du-projet-piredd-korlom/</p> <p>https://gtcrr.org/gouvernance-des-ressources-naturelles-le-gtcrr-sinstalle-strategiquement-au-lualaba/</p> <p>https://gtcrr.org/renforcement-de-la-gouvernance-et-de-lefficacite-dans-le-processus-redd-une-delegation-de-la-coordination-nationale-du-gtcrr-a-lisala/</p>

	pratiques agricoles durables et à la réduction des coupes de bois illégales.	
--	--	--

Au courant de la première année du projet (2025), les produits de communications qui ont été développés ont suivi les recommandations de l'utilisation des logos des bailleurs (FONAREDD et CAFI). Afin d'assurer une visibilité intégrale ; le projet prévoit de se doter d'une identité visuelle pour son identification, assuré une uniformité dans tous les supports de communication (site web, réseaux sociaux, rapports, présentations) tout en renforçant la crédibilité et la confiance des partenaires et bénéficiaires.

Pour la visibilité du projet ; des banderoles et roll-up standards portant les logos des bailleurs, l'agence d'exécution et de mise en œuvre ont été imprimés afin de servir lors des activités de grandes envergures comme c'est fût le cas du lancement du projet. Ces supports de visibilité seront utilisables dans les jours à venir lors des réunions, webinaires et campagnes de sensibilisations. Aussitôt que le projet disposera de l'identité visuelle, des outils pédagogiques et supports de communication (brochures, affiches murales, vidéos, Emissions radiotélévisées, dépliants, boîtes à images) seront développés.

7. Exécution financière

7.1 Décaissements

En 2025, le projet a dépensé un total de 182 190,47 dollars américains. Les dépenses les plus importantes ont été consacrées au soutien des bureaux provinciaux de coordination du GTCR-R (USD 518,565). Le taux de dépenses global et en 2025 de ce projet était de 81 %. Ce taux variait selon les produits. Les taux de dépenses les plus élevés concernaient le produit 1 (La plateforme GTCR-R est gérée de façon professionnelle, transparente et collégiale - 81 %) et le produit C (Gestion de projet - 118 %). Aucune des catégories budgétaires ne dépassait de plus de 20 % l'écart par rapport au budget annuel pour 2025.

1) Taux de décaissements du projet.

A) Résultats	B) Budget Total (USD) tel que dans le document de projet (indiquer si révision)	C) Budget prévu pour la période de rapportage (semestre ou année *)	D) Dépenses annuelles	E) Solde au 31 Dec 2025	F) Taux de décaissement sur la période de rapportage	G) Taux de décaissement cumulé depuis le début du projet	H) Montants engagés mais non dépensés
--------------	---	---	-----------------------	-------------------------	--	--	---------------------------------------

Canevas de rapport– Projet financé par CAFI via FONAREDD - 2024

Effet 1: La plateforme GTCR-R est gérée de façon professionnelle, transparente et collégiale	\$2,783,812.00	\$ 690,500.00	\$566,684.82 ¹⁴	\$2,217,127.18	82%	82%	\$123,815.18
Produit 1.1 Mettre en place des systèmes et des capacités de gouvernance interne au sein du GTCR-R	\$261,210.00	\$ 72,700.00	\$40,696.00 ¹⁵	\$220,514.00	56%	56%	\$32,004.00
Produit 1.2 Soutenir les opérations quotidiennes aux niveaux national et provincial	\$2,522,602.00	\$ 617,800.00	\$525,988.82	\$1,996,613.18	85%	85%	\$91,811.18
Effet 2: Renforcement de l'influence du GTCRR sur les processus REDD+ à plusieurs niveaux.	\$248,557.00	\$65,100.00	\$34,708.00	\$213,849.00	53%	53%	\$30,392.00
Produit 2.1 Former des plateformes et des partenariats stratégiques	\$36,000.00	\$ 8,500.00	\$4,113.00	\$31,887.00	48%	48%	\$4,387.00
Produit 2.2 : Renforcer les compétences, les connaissances et le soutien technique du GTCR-R et de ses membres	\$85,627.00	\$ 15,600.00	\$9,267.00	\$76,360.00	59%	59%	\$6,333.00
2.3. Amplifier la présence et le message du GTCR-R à niveau international, national et infranational	\$126,930.00	\$ 41,000.00	\$21,328.00	\$105,602.00	52%	52%	\$19,672.00
Effet 3: Contribution à une mise en œuvre de la REDD+ plus efficace, équitable et informée en RDC	\$601,272.00	\$ -	\$0.00	\$601,272.00	0%	0%	\$0.00

¹⁴ En vertu du Memorandum of Understanding (Protocole d'Accord) signé par les organisations de mise en œuvre avec le MPTF, qui stipule que "les rapports financiers fourniront l'information sur l'utilisation des ressources fiduciaires selon les effets et produits du cadre de résultat du programme ».

¹⁵ Ibid.

Canevas de rapport– Projet financé par CAFI via FONAREDD - 2024

Produit 3.1 Renforcer la contribution du GTCR-R à la réalisation des étapes de la REDD+	\$250,086.00	\$ -	\$0.00	\$250,086.00	0%	0%	\$0.00
Produit 3.2 Répondre aux besoins des régions et des groupes sociaux historiquement sous-représentés et veiller au respect des garanties sociales et environnementales	\$107,592.00	\$ -	\$0.00	\$107,592.00	0%	0%	\$0.00
Produit 3.3 Développement des capacités nationales de recherche et de plaidoyer pour l'impact	\$243,594.00	\$ -	\$0.00	\$243,594.00	0%	0%	\$0.00
B. Suivi-évaluation, Sauvegardes et genre, Communication	\$555,027.00	\$ 74,800.00	\$50,818.42	\$504,208.58	68%	68%	\$23,981.58
C. Gestion de projet	\$951,519.00	\$ 85,500.00	\$93,417.29	\$858,101.71	109%	109%	-\$7,917.29
Total Coûts Résultats	\$5,140,187.00	\$ 915,900.00	\$745,628.53	\$4,394,558.47	81%	81%	\$170,271.47
Total Coûts Indirects	\$359,813.09	\$ 64,113.00	\$52,194.00	\$307,619.09	81%	81%	\$11,919.00
Total	\$5,500,000.09	\$ 980,013.00	\$797,822.53	\$4,702,177.56	81%	81%	\$182,190.47

2) Annexe 3 - Tableau 8.2

Les détails financiers du projet figurent à l'annexe 3 – Tableau 8.2 dans l'espace collaboratif :

https://drive.google.com/drive/folders/1f9IV14iFAsRuo0dAvu4DuhFwJZGhwDI3?usp=drive_link

3) Cout efficacité : Tableau des progrès et décaissements par effets et par produits

Résultats	Progrès actuel de l'indicateur ¹¹	Dépenses cumulatives en US \$ ¹²	Commentaires
Impact	49%	\$797,822.53	Total des dépenses en 2025
Nombre de bénéficiaires directs, désagrégé par le genre, les minorités et la zone d'intervention ayant participé au programme de formation au leadership et de renforcement institutionnel	79%		
Nombre d'organisations membres du GTCR-R renforcées par le projet pour assurer un suivi et une gestion plus durable des ressources naturelles	19%		
EFFET CAFI 3 : Les institutions et les parties prenantes du secteur forestier et des aires protégées disposent des capacités et du cadre juridique nécessaires pour promouvoir, surveiller et faire respecter la gestion durable des forêts	27,8%	USD 797,822.53	
Taux de participation du GTCR-R et de ses groupes thématiques aux consultations et dialogues multipartites sur la REDD+	111%		
% de recommandations du GTCR-R intégrées dans les documents politiques et réglementations adoptées ou modifiées sur la REDD+	0%		
Taux de satisfaction des membres et autres parties prenantes quant à la capacité du GTCR-R à promouvoir, surveiller et faire respecter la gestion durable des forêts	0%		
% et Nombre de membres du GTCR-R qui, 3 à 6 mois après avoir participé à une formation technique, peuvent donner un exemple spécifique de la manière dont ils ont utilisé leurs	0%		

nouvelles connaissances/ compétences dans leur travail, par genre			
Produit 1. Un mécanisme de gouvernance démocratique et transparente pour le GTCR-R est mis en place	53,034%	Obligatoire ¹⁴ USD 566,684	
Nombre et % de réunions tenues en conformité au plan annuel, par type (a. AG, b. Conseil d'administration, Comité de Pilotage, décentralisée, etc.)	6.67%		
% de rapports soumis dans les délais impartis et évalués comme complets et conformes, par type (a. financiers, b. activités)	12,5%		
Taux de participation (%) des membres aux réunions des structures gouvernance de GTCR-R, (a. AG, b. Conseil d'administration, Comité de Pilotage, décentralisée, etc.) par genre, type d'institution et groupe vulnérable	125%		
Nombre de membres ayant participé au programme de formation au leadership et de renforcement institutionnel, par genre	79%		
Nombre de réunions du Comité de gestion de projet (FONAREDD, CAFI, Agence) organisés et préparés de manière adéquate	42%		
Produit 2:	37%	USD 34,708	
Nombre et description de nouveaux partenariats stratégiques établi	0%	-	
Nombre de membres ayant participé aux formations organisées par le GTCR-R, par genre, thématique de formation	23%		
Nombre de groupes thématiques opérationnels	25%		
Taux de participation (%) du GTCR-R aux réunions des organes de gouvernance du partenariat RDC-CAFI, les CO-PIL des programmes, les conseils consultatifs, etc.	100%	\$797,822.53	
Produit 3 : Un plan stratégique de contribution du GTCR-R aux étapes de la REDD+ en RDC est établi et mis en œuvre		USD 0	

Nombre d'observatoires provinciaux du GTCR-R opérationnels	0	-	
Existence et utilisation d'un système de suivi et des outils pour évaluer la réalisation des étapes REDD+	n/a	-	
Nombre de visites de terrain pour le suivi de projets par les membres	0	-	
% des programmes et projets REDD+ ayant fait l'objet d'un suivi de terrain par les membres du GTCR-R	0%		
Nombre de personnes, par genre, touchées par les campagnes de communication/ événements visant principalement à informer sur le projet [et ses résultats	129 037	\$50,818.42	USD 50,818.42 a été dépensé pour l'événement de lancement, où ce chiffre a été calculé.
Nombre de personnes touchées par les campagnes de communication visant principalement à modifier les attitudes et pratiques	0	-	
Pourcentage de campagnes utilisant des outils pour cibler spécifiquement les minorités et groupes vulnérable	0%	-	
Nombre d'événements organisés pour partager les résultats de la recherche avec la société civile au niveau national ou infranational	0	-	
Total	41,71%	USD 797,822.53	Moyenne entre % Impact, Effet, Produits

4) Taux de décaissement par pilier de la Stratégie Nationale REDD+

PILIER	BUDGET DANS LE PRODOC	DECAISEMENTS ESTIMES POUR LA PERIODE DE RAPPORTAGE	DECAISEMENTS CUMULES DEPUIS LE DEBUT DU PROJET
Aménagement du Territoire			
Foncier			
Agriculture			
Forêt			
Energie			
Mines et Hydrocarbures			
Démographie			
Gouvernance	USD 5,500,000	USD 797,822.53	USD 797,822.53

7.2 Suivi des Contrats

Conformément au Manuel d'opérations de CAFI, nous devons lister les entités ayant signé des contrats (approvisionnements) ou des accords (partenariats) d'un montant supérieur à 100 000 dollars, en indiquant la thématique, la responsabilité et le budget alloué à chacune d'entre elles. En 2025, un contrat de ce type a été signé avec GTCR-R comme résumé ci-dessous.

Suivi des contrats

N° du Contrat	Intitulé et thématique	Type (ONG internationale, ONG nationale, entité publique, secteur privé, autre)	Sous type (voir liste ci-dessous)	Montant du contrat	Date signature contrat	Date début des activités	Date fin Contrat	Délai Exécution Prévu	Commentaires sur les livrables attendus
	GTCR-R	ONG	n/a	USD 1,934,618.94	26/05/2025	22/05/2025	26/10/2026	26/10/2026	n/a

Sous-type

ONG Nationale	Entité publique	Secteur privé
Organisation non gouvernementale (ONG) nationale	Administration publique nationale	Entreprise nationale
Comité Local de Développement (CLD)	Administration publique provinciale	Bureau d'étude

Comité Local de Gestion (CLG) pour les Concession Forestière des Communautés Locales (CFCL)	Université	Coopérative
Autre	Centre de recherche	Entreprise internationale
	Conseil Agricole Rural de Gestion (CARG)	Autre
	Autre	

7.3 Gestion financière, approvisionnement et ressources humaines

Alignement entre les dépenses et le PTBA en 2025

Dans l'ensemble, les dépenses ont été conformes au PTBA 2025. Certaines activités n'ont pas eu lieu en 2025, ce qui a entraîné un taux de dépenses inférieur aux prévisions. Les dépenses liées à l'effet 2 (Renforcement de l'influence du GTCRR sur les processus REDD+ à plusieurs niveaux) ont été faibles, s'élevant à environ 50 %. Les montants étaient relativement faibles et n'ont pas eu d'impact significatif sur le taux de dépenses global.

Montant prévu et effectivement alloué pour les activités axées sur l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes

Dans le document de projet, le projet a prévu un budget total de USD 93 944 pour l'embauche d'un expert en matière d'égalité des sexes et la réalisation d'une analyse de genre. Cette allocation est maintenue en 2025.

Demande pour la deuxième tranche de financement

Nous prévoyons de demander la deuxième tranche du projet restant au compte du MPTF en septembre 2026.

Plan d'approvisionnement pour des services contractuels d'une valeur supérieure à 1 million de dollars US

Non applicable. Ce projet ne prévoit pas de procurer des biens ou services pour un montant supérieur à 1 million de dollars américains.

7.4 Mobilisation de ressources

Entre août 2024 et avril 2025, le CIFOR a fourni un cofinancement de 9 477,04 dollars américains. Le cofinancement est utilisé pour la validation du projet, l'évaluation des partenaires potentiels et la planification (voir le tableau, ci-dessous). Les détails figurent à l'annexe 3 – Tableau 8.2, onglet « Effets et Produits », section AUTRES CONTRIBUTIONS, dans [l'espace collaboratif](#).

No	Financial Year	Actual (USD)
Co-Finance	August 2024 - April 2025	9,477.04
	Total	9,477.04

7.5 Audits

L'audit institutionnel du CIFOR (janvier-décembre 2025) est en cours et le rapport d'audit sera disponible en avril ou mai 2026 après approbation par le conseil d'administration de l'organisation. Un audit interne est prévu pour 2026.

7.6 Révisions budgétaires

Nous envisageons de proposer une révision budgétaire en 2026 ou 2027 pour le produit 2.1 (Former des plateformes et des partenariats stratégiques). Le GTCR-R a formé 8 groupes de travail thématiques en 2025 et aura besoin de USD 74,500 pour animer ces groupes. Chaque groupe compte 15 membres et prévoit de se réunir tous les deux mois pendant le reste de la période du projet. Le budget prévu dans le ProDoc était de 36 000 dollars, dont USD 4,113 ont été dépensés en 2025. Le solde (USD 31,887) ne sera pas suffisant.

Nous proposons également de réviser le budget du produit 2.2 (Renforcer les compétences, les connaissances et le soutien technique du GTCRR et de ses membres). Le budget initial était de USD 85,627. Pour 2025, nous proposons de dépenser USD 67,400 en 2026, après avoir dépensé USD 9,267 en 2025. Le montant restant (USD 8,960) ne sera pas suffisant pour la période restante du projet.

8. Suivi évaluation et apprentissage du projet

Le système de suivi, évaluation et apprentissage (MEL) du projet mis en place constitue un pilier central de la gouvernance du projet garantissant la transparence et l'efficacité des interventions. Coordinné par l'équipe Quality for Impact (Q4I) du CIFOR basé à Bogor, avec des responsables à Kinshasa au sein de CIFOR et du GTCRR ; ce système repose sur une Théorie du Changement (TdC) élaborée de manière participative avec les parties prenantes pour identifier les chemins d'impact et les résultats attendus. Des outils de collecte de données, y compris ceux liés à la gouvernance basée sur l'outil "Où en sommes-nous" sont mises en place et permettent des collectes régulières d'informations pour alimenter les valeurs des indicateurs tout en se rassurant que les équipes sont formées sur l'utilisation des outils pour sa bonne appropriation. Ce système facilite l'identification en besoin de formation, la collecte des retours des participants pendant et après formation sur les acquis et les points d'amélioration pour les prochaines sessions. Grâce à ce système, Les évolutions des performances sont identifiées et des mesures d'amélioration sont proposées pour les indicateurs qui ne suivent des bonnes tendances afin de mieux alimenter la chaîne de résultats du projet SC REDD.

L'ajustement de la stratégie de mise en œuvre est assuré par une structure de gouvernance à plusieurs niveaux :

- **L'Unité de Gestion (UdG)** : Composée du PI CIFOR du Projet, du Conseiller Technique Principal (CTP) du CIFOR et du Coordonnateur du GTCR-R, elle assure une revue conjointe du plan de travail et du budget tous les trois mois pour permettre des ajustements opérationnels justifiés dans le jour-a-jour du projet.
- **Cycles d'apprentissage** : Des **évaluations internes semestrielles** sont menées pour recentrer les activités, complétées par une **évaluation indépendante à mi-parcours** (entre 12 et 18 mois après le démarrage) visant à identifier les défis et les opportunités d'ajustement majeur.
- **Le Comité de Pilotage (COFIL)** : Organe d'orientation stratégique, il se réunit tous les six mois pour évaluer les progrès et réorienter la stratégie en fonction de l'évolution du contexte politique REDD+ national et international. Il est responsable de l'approbation des Plans de Travail Budgétisés Annuels (PTBA) et de l'adoption des rapports techniques et financiers. Il oriente sur l'harmonisation stratégique du projet dans le contexte des politiques de REDD+ nationaux.

Ce cadre structuré permet aux organes de gouvernance, notamment à travers le suivi des **jalons de la Lettre d'Intention**, de maintenir l'alignement du projet avec les objectifs du projet, vis-à-vis les changements politiques dynamiques nationaux, et les priorités nationales tout en corrigeant les actions en cours de route pour une amélioration continue.

8.1 Etat d'avancement du plan de suivi du projet

Conformément aux dispositions prévues dans le Prodoc, le projet devait organiser deux réunions du Comité de pilotage (COFIL) au cours de la période considérée. À ce stade, une seule réunion a pu être tenue. Cette situation s'explique principalement par le démarrage effectif du projet à la fin du mois d'avril 2025, ainsi que par les délais liés à la signature de l'arrêté ministériel officialisant la composition du COFIL.

Par ailleurs, le projet a mis en œuvre plusieurs activités de suivi sur le terrain, conduites conjointement par le CIFOR et le GTCR-R. Le CIFOR, à travers le chargé du suivi-évaluation, a réalisé une mission couvrant les provinces de l'Équateur et du Sud-Ubangi. De son côté, le GTCR-R a conduit trois missions de suivi dans les provinces de la Mongala, du Haut-Katanga et du Lualaba, récemment mise en place comme coordination provinciale. Ces missions ont été réalisées avec l'appui du chargé des finances et de l'administration, du PCA (suivi financier, administratif et logistique) ainsi que de la chargée de programme, contribuant au renforcement du dispositif de suivi du projet.

Activité de suivi et évaluation	Nom bre prévu	Nom bre réalisé	Date(s)	Compte-rendu avec hyperlien (doit notamment figurer le suivi des décisions prises dans les instances de décision du projet)
COFIL de projet	2	1	03/10/2025	Voir : C.2.1 COFIL SC-REDD PV signé https://drive.google.com/file/d/1LLQMe25QZy2lgavDszP4aLwr4f8Flt66/view?usp=drive_link
Comité Techni	1	0	n/a	Prévue en 2026

que de Gestion				
Missions de suivi terrain	4	4	Novembre 2025 Décembre 2025	Equateur, Sud-Ubangi et Mongala https://drive.google.com/file/d/1x_8Hv6gzk1tOpCIZbV4XCudzeB_BJJ63S/view?usp=drive_link Haut Katanga et Lualaba https://drive.google.com/drive/folders/1shjJ9rXthS8MYInuuMESZ3BVs9Pidg5W?usp=drive_link

8.2 Evaluations

Le projet n'a pas prévu d'évaluation pendant la période considérée. Une évaluation à mi-parcours est prévue pour 2026.

Nature de l'évaluation	Date	Conclusions majeures de l'évaluation	Réponse du management	Suivi mise en œuvre des actions à prendre
n/a	n/a	n/a	n/a	n/a

8.3 Intégration des leçons apprises

Le tableau ci-dessous met en évidence trois principaux enseignements issus de la mise en œuvre du projet. Premièrement, l'introduction de nouveaux outils de rapportage a révélé la nécessité d'un accompagnement renforcé et continu des partenaires afin d'assurer une appropriation effective et une documentation fluide des activités. Deuxièmement, le démarrage tardif du projet en 2025, lié à la signature différée des contrats, a conduit à une priorisation des actions et à une adaptation du chronogramme initial. Enfin, ces expériences ont confirmé l'importance d'une approche de mise en œuvre itérative et flexible, permettant au projet de s'ajuster aux contraintes opérationnelles et aux événements imprévus, en concertation avec le COPIL et le plan de travail.

N°	Leçons apprises/ Points d'Apprentissage	Actions	Intégration dans le projet
01	La signature tardive des contrats entre CAFI-FONAREDD et l'agence de mise en œuvre (Avril 2025) selon LoA 2, a entraîné un début tardif des activités ayant perturbé le chronogramme des activités du prodoc de l'année 2025.	-Ne mettre l'accent que sur les actions prioritaires 2025 -Adapter la mise en œuvre du projet à la nouvelle période de vie du projet	Le projet s'est adapté à la nouvelle modalité du contrat entre les parties prenantes
02	L'introduction de nouveaux outils de rapportage a entraîné des retards dans la production des rapports, y compris toutes évidences des activités en raison d'une appropriation tardive par	- Renforcer les séances d'accompagnement avec les partenaires - Mise en place des guides simplifiés et	Grace à ces outils, on arrive à documenter les actions des partenaires

	le partenaire. Cela met en évidence la nécessité d'un accompagnement régulier et rappel sur l'utilisation des outils lors de l'organisation des différentes activités.	adaptés aux actions du GTCRR	
03	Au regard de ces deux principales leçons ci-dessus, la mise en œuvre des principales activités devrait se faire sur des approches itérative et flexible en accord avec le COPIL et le Plan de Travail	- Ajuster la mise en œuvre du Projet selon les événements imprévisibles	La mise en œuvre du projet s'ajustera aux facteurs imprévisibles et nécessaires

8.4 Révisions programmatiques (le cas échéant)

La seule révision proposée dans le cadre du projet réside sur la modification du cadre de résultats. Cette modification, en cours, est basée sur le remplacement des indicateurs d'impacts qui ne sont pas alignés au contexte d'un projet d'appui de la société civile. La note de modification sera à la portée du COPIL prévue en février 2026 pour amendement et approbation. 5D5ONE

9. Thèmes transversaux

9.1 Genre, peuples autochtones et autres groupes vulnérables

Le tableau ci-après illustre la manière dont le projet SC-REDD intègre les considérations de genre dans sa mise en œuvre, en cohérence avec son positionnement axé sur la gouvernance, le dialogue politique et le renforcement institutionnel. L'approche retenue repose principalement sur l'intégration transversale du genre dans les processus, les modalités de participation et les pratiques organisationnelles, plutôt que sur la mise en œuvre d'activités spécifiques ou ciblées exclusivement sur les femmes.

Dans un contexte national et sectoriel où les inégalités de genre demeurent structurelles, en particulier dans les domaines de la gouvernance environnementale et de la gestion des ressources naturelles, le projet intervient dans un environnement marqué par une sous-représentation persistante des femmes dans les espaces décisionnels et techniques. Le tableau reflète ainsi un effort progressif visant à améliorer l'inclusivité des processus soutenus par le projet, tout en tenant compte des contraintes institutionnelles et sociopolitiques propres à ce contexte.

Le suivi présenté met en évidence la prise en compte du genre à travers des critères de participation sensibles au genre lors des ateliers et consultations, une attention portée à la représentation des femmes au sein des organisations de la société civile membres du réseau, ainsi que l'intégration de considérations liées au genre dans les outils de rapportage et de suivi. Cette approche relève d'une logique de mainstreaming, adaptée à un projet dont les effets attendus sont principalement indirects et dépendants de dynamiques institutionnelles plus larges.

Les indicateurs mobilisés sont essentiellement qualitatifs et procéduraux, ce qui est cohérent avec la nature des interventions du projet. Ils permettent de documenter des avancées en matière de pratiques inclusives sans prétendre mesurer des impacts socio-économiques directs. Dans l'ensemble, le tableau montre que le projet SC-REDD a mis en place un cadre cohérent de suivi des aspects genre, aligné avec son mandat, tout en reconnaissant explicitement les limites inhérentes à un projet de gouvernance intervenant dans un contexte où les inégalités de genre constituent la norme plutôt que l'exception.

Suivi des aspects Genre

CRITÈRE	ACTIVITÉS CIBLANT LES GROUPES SUS MENTIONNÉS	RÉSULTATS	DÉFIS AFFRONTÉS
<i>Recrutement de personnel</i>	L'équipe de la coordination du projet est composée d'une femme et d'un homme à la tête du projet.	Le projet est coordonné conjointement par une femme et un homme. La coordinatrice du projet prendra la relève en 2026, assisté par le CTP, qui est un homme. In GTCR-R, the main personnel are also male and female.	n/a
<i>Recrutement de personnel</i>	L'appel à candidatures pour 3 postes dans l'équipe de gestion du projet utilise un langage inclusif afin d'attirer des candidats et candidates. Le comité de sélection était toujours mixte (femme + homme).	CIFOR : Sur les trois nouvelles recrues de ce projet, une est une femme. GTCR-R : 3 sur 8 postes recrutés sont des Femmes : Une chargée de programme (GTCRR), Une comptable (GTCRR) et Une chargée de l'administration.	Trouver des femmes expertes en suivi-évaluation et communication a été un défi.
<i>Recrutement de personnel</i>	Collecte de données ventilées par sexe sur les coûts de personnel	En 2025, 10 % des dépenses de personnel du CIFOR concernaient des femmes. Ce chiffre devrait passer à 50 % entre 2026 et 2028.	Le personnel féminin provenait principalement du CIFOR et/ou était basé en dehors de la RDC. Pour le GTCR-R, dont tout le personnel est basé en RDC, les coûts de personnel ont été presque entièrement consacrés aux hommes.
Consultations et discussions	Discussion de la nécessité d'ajouter un 8ieme groupe de travail thématique sur le genre et l'inclusion sociale	Lors d'une réunion de redynamisation des groupes de travail, les membres du GTCR-R ont décidé de créer un groupe de travail distinct sur le genre et l'inclusion sociale, qui prend en compte les PAS et les jeunes.	Le réseau GTCR-R est immense. Il n'a pas été possible d'obtenir les commentaires de tous les membres.
Consultations et discussions	Discussion de la nécessité de mettre à jour la stratégie genre du GTCRR	Lors d'une réunion organisée par le CIFOR pour discuter de la stratégie actuelle du GTCR-R en matière d'égalité des sexes et des méthodes d'analyse de genre avec les responsables de groupes thématiques, les participants trouvent la nécessité de mettre à jour la stratégie du GTCRR	Le processus de mise à jour de la stratégie de genre nécessite la consultation des membres du GTCR-R. Compte tenu du nombre considérable de ses membres, nous devons travailler avec leurs représentants, tels que les responsables des groupes de travail thématiques.
Consultations et discussions	Co conception d'une analyse de genre avec les membres du GTCR-R afin d'assurer l'impact des résultats de l'analyse à long terme.	Les objectifs, les méthodes de collecte de données et le calendrier de l'analyse de genre ont été présentés aux responsables de la coordination nationale et des groupes de travail thématiques du GTCR-R. Ceux-ci ont apporté leur soutien, leurs conseils techniques et leurs contributions	

		stratégiques à la mise en œuvre de l'analyse. -Une feuille de route de recrutement des consultants pour mener cette analyse genre est mise en place	
Consultations et discussions	Initiation des responsables des OSC à envoyer les femmes, les jeunes et les groupes minorités se trouvant dans leurs organisations pour participer aux activités de renforcement des capacités sur le Suivi-Evaluation et autres thématiques émergents organisés dans le cadre du projet.		La participation aux événements/formations en présentiel est souvent réservée aux personnes occupant des postes de direction au sein de l'organisation, qui sont souvent des hommes. Cette situation n'est pas susceptible de changer pendant la durée de ce projet.
Suivi-évaluation	Intégration des questions liées au genre dans les outils développés pour l'identification des membres au sein du réseau	Les données de base sur le genre et les pratiques y afférentes sont collectées auprès des OSC membres.	Les données préliminaires indiquent que certains responsables n'arrivent pas à léguer leurs responsabilités aux femmes, jeunes et groupes minoritaires
Suivi-évaluation	Désagrégation des valeurs des indicateurs par genre, PA.	Nous pouvons suivre comment les activités de ce projet touchent et profitent aux hommes et aux femmes.	Difficulté à utiliser les outils qui aident à documenter les indicateurs par sexe, tels que l'utilisation de listes de participants ventilées par sexe et par activité physique dans les comptes rendus de réunion.

9.2 Respect des standards environnementaux et sociaux

a. Etude d'impact environnemental et social

Une évaluation environnementale et des risques du projet a été réalisée pendant la préparation de ce projet, comme indiqué. Les résultats ont montré que les risques environnementaux et sociaux de ce projet étaient minimes. Par conséquent, une étude d'impact social et environnemental n'est pas nécessaire.

Une étude d'impact environnemental et social a-t-elle été réalisée au cours de ou avant la période sous-examen ? Oui , indiquer la date : Non

b. Plan de gestion environnementale et sociale

Le projet at/il développé un plan de gestion environnemental et sociale (PGES) : Oui Non

Dans l’affirmative, veuillez

1. Fournir l’hyperlien
2. Décrire la mise en œuvre et suivi du plan de gestion environnementale et social au cours de la période
3. Indiquer s’il y a des retards ou problèmes rencontrés lors de la mise en œuvre du PGES au cours de la période

Gestion des plaintes et recours

Le **CIFOR-ICRAF** dispose d’un **mécanisme de gestion des plaintes fonctionnel**, permettant de recueillir les plaintes et les retours d’information des bénéficiaires directs et indirects du projet. Ce mécanisme est accessible via les canaux suivants :

- **Courriel** : reports@lighthouseervices.com (mentionner « CIFOR-ICRAF » dans le message)
- **Téléphone** :
 - o États-Unis et Canada (anglophone) : 833-680-0004
 - o États-Unis et Canada (hispanophone) : 800-216-1288
 - o Canada (francophone) : 855-725-0002
 - o Mexique (hispanophone) : 01-800-681-5340
 - o Employés hors Amérique du Nord : 833-680-0004
- **En ligne** :
 - o <https://www.lighthouse-services.com/cifor-icraf>
 - o <https://www.cifor-icraf.org/fr/a-propos-de-nous/portail-de-rapports-sur-lethique-et-la-conformite/>

A ce jour, **aucune plainte liée au projet n’a été enregistrée** par le biais de ces mécanismes.

Toutefois, afin de renforcer l’accessibilité et l’appropriation de ce dispositif par les parties prenantes nationales, une **contextualisation du mécanisme de gestion des plaintes est prévue en 2026**. Celle-ci visera à développer des canaux adaptés permettant aux membres du **GTCR-R**, ainsi qu’à toute autre organisation ou acteur concerné, de soumettre des commentaires, plaintes ou avis relatifs à la mise en œuvre du projet, et d’assurer un traitement et un retour appropriés.

N°	LIEU	DESCRIPTION DE LA PLAINTÉ	DATE D’ÉMISSION	RÉSOLUTION PRISE
	n/a	n/a	n/a	n/a
	n/a	n/a	n/a	n/a

Les activités liées aux mécanismes de gestion de plaintes (MGPR) sont planifiées pour l’année 2026. Les données au point “c” seront complétées dans le rapport semestriel 2026

En 2026, nous prévoyons d'utiliser plusieurs approches pour informer les parties prenantes et les bénéficiaires du projet sur le MGPR :

- Créer des outils de communication (brochures, affiches, pages web, publications sur les réseaux sociaux) pour les informer sur la manière de contacter l'équipe du projet
- Créer différents canaux de communication, tels qu'une adresse électronique dédiée et un numéro de téléphone en RDC, afin de permettre aux personnes de contacter plus facilement les responsables du projet.
- Créer un formulaire en ligne KoboToolbox pour recueillir les plaintes et les commentaires.
- Organiser une formation du personnel (CIFOR et coordination nationale GTCR-R) sur le MGPR
- Pendant les activités du projet, intégrer des sessions pour présenter et/ou rappeler aux participants le mécanisme de gestion de plainte et recours mis en place dans le cadre du projet.

c. Garanties de Cancún

Le projet contribue aux principes de sauvegarde 1 à 4, 6 et 7 de Cancún en mettant l'accent sur l'amélioration de la gouvernance, le renforcement des capacités et l'amélioration de la représentation et de l'influence des organisations de la société civile en RDC qui travaillent sur les questions environnementales. Compte tenu de notre orientation, nous ne contribuons pas de manière substantielle au principe 5 (ouverture des opportunités économiques), car le projet ne comprend pas d'interventions en matière de développement économique.

Nos contributions aux mesures de sauvegarde de Cancún sont résumées ci-dessous.

Suivi des mesures/principes de sauvegardes de Cancún

	Actions spécifiques du projet	Défis rencontrés
Principe 1 : Les activités REDD+ doivent protéger les forêts naturelles, favoriser l'accroissement des services environnementaux et renforcer la préservation de la biodiversité. (Cancun a ; IFC norme 6)	Le projet contribue à ce principe en veillant à ce que les organisations de la société civile œuvrant dans le domaine de l'environnement soient mieux organisées, mieux informées et plus influentes aux niveaux national et international.	n/a
Principe 2 : Les activités REDD+ doivent favoriser la transparence et la bonne gouvernance. (Cancun b)	Le projet contribuera de mettre en place un observatoire participatif, afin de permettre aux membres du GTCR-R de documenter et de signaler tout problème ou de fournir des commentaires sur la mise en œuvre de la REDD+ dans leur région. Le projet finance également divers processus de gouvernance et outils de suivi au sein du réseau	n/a

	GTCR-R, afin d'améliorer la gouvernance au sein du réseau.	
Principe 3 : Les activités REDD+ doivent minimiser les pertes et dommages, prévoir des voies de recours et mettre en place des mécanismes de réparations justes et équitables d'éventuelles pertes et/ou dommages subis par les communautés et autres parties prenantes (IFC norme 4)	Le projet contribuera de mettre en place un observatoire participatif, qui aide à signaler et à redresser les griefs et à améliorer les informations sur l'impact de la REDD+ sur les communautés locales et autres parties prenantes.	n/a
Principe 4 : Les bénéfices économiques et sociaux générés par les activités REDD+ doivent être partagés équitablement et proportionnellement par les parties prenantes intéressées (Cancún f ; IFC norme 1)	Le projet utilise divers outils de suivi et d'évaluation pour mesurer son impact sur le bien-être des bénéficiaires. Cela nous permet d'identifier les inégalités causées par le projet et de trouver des moyens de les réduire.	Ce projet vise principalement à améliorer la gouvernance et la transparence, et comporte très peu d'activités susceptibles de générer des avantages économiques significatifs pour les parties prenantes.
Principe 5 : Les activités REDD+ doivent favoriser l'émergence de nouvelles opportunités économiques pour contribuer au développement durable des communautés locales et des peuples autochtones	n/a	Le projet ne comporte aucune activité liée au développement économique.
Principe 6 : Les activités REDD+ doivent assurer la participation effective et efficiente de toutes les parties prenantes, notamment des communautés locales et autochtones dans leurs spécificités locales (Cancun d)	Le projet prévoit au moins 20 missions sur le terrain. Nous essayons de renforcer les capacités de la société civile à se connecter et à communiquer en ligne, en proposant des webinaires et en investissant dans du matériel de visioconférence.	Le projet couvre l'ensemble du pays. Compte tenu de la portée et du budget du projet, il ne sera pas possible d'assurer la participation effective et efficace de toutes les parties prenantes.
Principe 7 : Les activités REDD+ doivent respecter les droits humains, ceux des travailleurs qu'ils emploient et les droits aux terres et ressources naturelles des communautés riveraines concernées (Cancun c)	Le projet permettra de mettre en place un observatoire participatif, qui aide à signaler et à redresser les griefs et à améliorer les informations sur l'impact de la REDD+ sur les communautés locales et autres parties prenantes.	n/a

a) Que les actions complètent ou sont conformes aux objectifs des programmes forestiers nationaux et des conventions et accords internationaux pertinents ;	Le projet contribue aux processus politiques nationaux, aide les organisations de la société civile à participer efficacement et à être représentées dans les conventions internationales.	n/a
b) Mesures visant à réduire les déplacements d'émissions.	n/a	n/a
C) Norme de performance 2 : Main-d'œuvre et conditions de travail	n/a	n/a

10. Gestion des risques

10.1 Matrice de gestion des risques sur la base de l'analyse effectuée

Le tableau ci-dessous « Identification des risques » présente les principaux risques identifiés dès le démarrage du projet SC-REDD, couvrant les dimensions socio-environnementales, institutionnelles, financières, opérationnelles, organisationnelles ainsi que les enjeux de sûreté et de sécurité liée au contexte national (voire aussi la section “défis”). Il précise, pour chaque risque, son évolution au cours de l'année de rapportage, les mesures d'atténuation mises en œuvre et les responsabilités associées, afin d'assurer une gestion proactive et structurée des risques tout au long du cycle du projet. Chaque risque est classé selon la classification suivante :

- Bas/Stable : le risque est faible et n'augmente ni ne diminue ;
- Stable : le risque est moyen et n'augmente ni ne diminue ;
- Élevé/Stable : le risque est élevé et n'augmente ni ne diminue ;
- En augmentation : le risque augmente ;
- En diminution : le risque diminue.

Dans l'ensemble, les risques identifiés sont majoritairement évalués comme stables ou en diminution au cours de l'année de rapportage, traduisant l'efficacité des mécanismes de supervision et de gestion mis en place par les deux partenaires. Les risques socio-environnementaux, financiers, organisationnels et opérationnels font l'objet d'un suivi constant à travers des dispositifs internes de contrôle, de supervision financière, de gestion des ressources humaines et de suivi-évaluation. Les risques liés au cadre institutionnel et réglementaire, notamment la dépendance à des partenariats pour l'opérationnalisation du projet en RDC, sont atténués par une coordination régulière avec les institutions partenaires concernées. Enfin, les risques liés à la sûreté et à la sécurité, incluant l'instabilité politique et les contraintes d'accès à certaines zones, sont suivis de manière continue et montrent une tendance à la baisse, grâce à une concertation fréquente avec les parties prenantes et à des mesures adaptées de gestion de la continuité des activités. Dans l'ensemble, la gestion des risques s'inscrit dans une approche continue et adaptative, pleinement intégrée aux dispositifs de pilotage du projet.

Gestion des risques

Identification des risques			Traitement du risque			
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Evolution du risque (stable, accru, amoindri) lors de l'année de rapportage	Action(s) anticipée ou menée par le projet	Responsabilité	Echéance
1. Atteinte à la réputation du centre – Impact environnemental et social négatif dû aux opérations du CIFOR-ICRAF	Début du projet	Risques socio-environnementaux	Bas / stable	La supervision du CIFOR par son propre COPIL réduit ce risque	DG et ILT	continu
2. Le projet dépend de partenariats – CIFOR-ICRAF n'a pas de légalité (propre) en RDC et nous dépendons de l'IITA.	Début du projet	Risques politiques et réglementaires	Bas / stable	Interaction fréquente avec IITA sur des changements de la situation	Coordinateur pays/Directeurs du projet/Responsables (CIFOR)	continu
3. Gestion financière inefficace	Début du projet	Risques financiers	Stable	Supervision financière fréquente et constante	Directeur, Services généraux/ Chefs, Finance de CIFOR-ICRAF et de partenariats	continu
4. Échec de la mise en œuvre des opérations/activités, tant pour le CIFOR-ICRAF que pour les partenaires.	Début du projet	Risques opérationnels et stratégiques	Stable	Supervision constante des activités pour le PI et Co-PI	Directeurs Généraux (Coordinateur pays et projet)	continu
5. Une gestion du personnel inefficace	Début du projet	Risques opérationnels et stratégiques	en diminution	Supervision constante du personnel	Coordinateur pays Directeur de projet Responsable, gestionnaires du personnel, RH	continu
6. Incapacité à démontrer les preuves et l'impact de la recherche.	Début du projet	Risques organisationnels (y compris les risques fiduciaires)	Stable	Mesures de S&E efficaces	Directeur scientifique; Responsables du projet; Coordinateur pays	continu
7. Incapacité à protéger la propriété intellectuelle (PI) Mauvaise gestion du savoir	Début du projet	Risques organisationnels (y compris les risques fiduciaires)	Stable	Supervision constante des destins du matériel intellectuel créé	Directeur scientifique Responsables du projet Coordinateur pays	continu

8. Risques généraux liés au pays (instabilité politique, pandémies, mauvaises conditions de voyage, etc.)	Début du projet	Sureté et sécurité	en diminution	Consultation fréquente avec les parties prenantes sur la situation politique et de santé publique	Coordinateur pays Directeurs du projet Responsables (CIFOR)	continu
9. Impossibilité d'effectuer des activités dans des lieux où existent des conflits et des restrictions – Gestion inadéquate de la continuité des activités – Perte ou endommagement des biens ou des actifs du centre – Violation des normes de santé et de sécurité de l'organisation	Début du projet	Sureté et sécurité	en diminution	Consultation fréquente avec les parties prenantes sur la situation de la sécurité	Director, Services généraux/ Chef des opérations/ Responsable de la sécurité	continu

Evolution de risques

Plusieurs sources de risques liées au projet se sont avérées stables et – dans une certaine mesure – amoindries au cours de l'année 2025 par rapport au début du projet. Mais cette situation satisfaisante devrait faire l'objet d'une vigilance accrue au cours de l'année 2026, surtout pour les risques suivants :

Risque 5. Gestion du personnel inefficace : Le projet a embauché un CTP et un assistant administratif, ce qui a considérablement accru notre capacité à gérer le personnel et le projet en général.

Risque 8. Risques généraux liés au pays : Ce risque était élevé au début du projet en raison de deux événements : (1) le conflit armé dans le nord du pays, qui s'est apaisé au cours de l'année 2025 avec la signature des accords de paix entre les belligérants ce qui est porteur d'un certain optimisme en cette année 2026; (2) un changement au sein du MEDD au début du projet, qui a retardé la formalisation du COPIL du projet et le processus d'acquisition de la personnalité juridique du GTCR-R (A1.1.4).

Risque 9. Impossibilité d'effectuer des activités dans des lieux où existent des conflits et des restrictions – Gestion inadéquate de la continuité des activités – Perte ou endommagement des biens ou des actifs du centre – Violation des normes de santé et de sécurité de l'organisation :

10.2 Évaluation de la transparence et de l'intégrité

En relation a la transparence e l'intégrité, il n'a rien à signaler dans le projet.

Cas de Fraude, mauvaise utilisation de fonds et corruption	Oui (reporter ci-dessous combien de cas allégués, en cours d'investigation et/ou ayant conduit à des sanctions pour la période de rapportage, et une brève description de chacun des cas)	Non
--	---	-----

Allégations		x
Investigations		x
Sanctions (y compris les recouvrements effectués et leurs montants)		x
Cas d'exploitation, abus et harcèlement sexuels		x
Allégations		x
Investigations		x
Sanctions		x

Fraude, mauvaise utilisation de fonds et corruption : Veuillez détailler les formations fournies aux staffs, consultants et sous-contractants sur fraude, la mégestion de fonds et la corruption depuis le début du programme

	Pour la période de rapportage	Depuis le début du programme
Nombre de staffs formés /nombre de staff total	4	4
Nombre de consultants formés / nombre total	0	0
Nombre de sous-contractants formés / nombre total	0	0
Exploitation, abus et harcèlement sexuels		
Veuillez détailler les formations fournies aux staffs, consultants et sous contractants sur l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuel	Pour la période de rapportage	Depuis le début du programme
Nombre de staffs formés /nombre de staff total	4	4
Nombre de consultants formés / nombre total	0	0
Nombre de sous-contractants formés / nombre total		

11. Récapitulatif des livrables

Vous trouverez ci-dessous une liste des livrables du projet en 2025. Chaque livrable et cette liste sont disponibles dans l'espace collaboratif, [dossier](#) « Livrable » :

https://drive.google.com/drive/folders/1DHYIUPmqGFKFW8U79Ucoi73Nj4quPxWP?usp=drive_link

# Activité	Activités	Partenaire de mise en œuvre	Livrable	Nom du livrable
1.1.2.	Réunions de coordination national (points focaux provinciaux)	GTCR-R	Compte rendu	n/a
1.1.3.	Organiser réunions Comité de Pilotage	GTCR-R	Compte rendu	A.1.1.3. rapport réunion COPIL oct 2025
1.1.4.	Finaliser le processus d'acquisition de la personnalité juridique du GTCRR.	GTCR-R	Contrat avec la personnalité juridique du GTCRR	Reporter en 2026
1.1.5.	Etablir un système financier avec logiciel.	GTCR-R	Acquisition de logiciel; système financier activement utilisé	A.1.1.5. appel d'offre logiciel comptable
1.1.6.	Actualiser la base des données de membres GTCR-R, avec sondages et questionnaires.	GTCR-R	Rapport sur les résultats des sondages ; Présentation des résultats à l'assemblée générale	Reporter en 2026
1.1.7.	Organiser un atelier national d'évaluation et de planification opérationnelle	GTCR-R	Compte rendu; rapport d'activité	n/a
1.1.8.	Actualiser le plan stratégique GTCRR 2020-2029	GTCR-R	Plan stratégique actualisé	Reporter en 2026
1.2.1.	Acquisition d'équipements	GTCR-R	Documents d'acquisition	Reporter en 2026
1.2.2.	Les opérations du Bureau de coordination national (par exemple, primes d'assurance, loyers, frais de communication, rémunération du personnel, frais de voyage, etc	GTCR-R	Rapport financier, trimestre (A1), Semestre (A2-A3)	A.1.2.1. FinancialReport_GTCR-R_T2 à T4 2025
1.2.3.	Recruter le chargé des programmes et de communication	GTCR-R	Contrats signé	A.1.2.3 Attestations d'emploi GTCR-R_chargée des progr A.1.2.3 Attestations d'emploi GTCR-R_chargée de comm
1.2.4.	Recruter le personnel d'appoint	GTCR-R	Contrat signé	A.1.2.4 Attestations d'emploi GTCR-R_personnel d'appoi

Canevas de rapport– Projet financé par CAFI via FONAREDD - 2024

1.2.5.	Organiser formation financier/administratif pour les personnel du bureau coordination national et provinciales	GTCR-R	Compte rendu	A.1.2.5. Rapport d_Activité_Atelier National des coordonnateurs GTCRR
1.2.6.	Fournir un expert finance/administration pour donner une formation pour les personnel de Bureau de coordination national	CIFOR	Matériaux de formation	Reporter en 2026
1.2.7.	Acquisition d'équipements (bureaux provinciaux)	GTCR-R	Documents d'acquisition	n/a
1.2.8.	Autres coûts d'opération: les opérations du Bureau de coordination provinciaux (par exemple, primes d'assurance, loyers, frais de communication, rémunération du personnel, frais de voyage, etc	GTCR-R	Rapport financier, trimestre (A1), Semestre (A2-A3)	A.1.2.8. FinancialReport_GTCR-R_ T2 à T4 2025
1.2.9.	Mission en province pour installation des 6 nouvelles coordinations	GTCR-R	Rapport de mission	A.1.2.9. rapport installation CP Lualaba
2.1.3.	Organiser réunions Groupe thematique	GTCR-R	Compte rendu	A.2.1.3. rapport GT amT oct 2025
2.1.3.	Organiser réunions Groupe thematique	GTCR-R	Compte rendu	A.2.1.3. rapport réunion team leaders GT ;
2.1.3.	Organiser réunions Groupe thematique	GTCR-R	Compte rendu	A.2.1.3. rapport GT amT oct 2025 A.2.1.3. rapport réunion team leaders GT A.2.1.3. rapport GT foncier dec 2025 A.2.1.3. rapport redynamisation GT
2.1.4.	Produire un document sur la vision du gtcrr sur programmation géographique	GTCR-R	Document publié	Reporter en 2026
2.2.1.	Effectuer l'evaluation des besoins	CIFOR	Rapport	Reporter en 2026
2.2.2.	Mobiliser expertise sur les questions juridiques en rapport avec les thematiques emergents	CIFOR	Contrat signé	Reporter en 2026
2.2.3.	Fournir des avis techniques pour soutenir les production des documents vision GTCR-R (voir 2.1.3)	CIFOR	Les documents revus par des experts dans le domaine/ Copie de la présentation	Reporter en 2026
2.2.4.	Missions renforcement de capacité	GTCR-R	Rapport	A.2.2.4. rapport Renf Cap Mongala ; A.2.2.4. rapport Renf Cap Haut Katanga

2.2.5.	Fournir des avis techniques et expertise pour les activités de renforcement des capacités et de soutien technique conformément à la stratégie élaborée	CIFOR	Matériaux produit pour des événements renforcement du capacité	Reporter en 2026
2.3.1.	Participation du GTCRR aux réunions de gouvernance des projet et programme REDD	GTCR-R	Rapport d'événement	A.2.3.1. rapport audience ministre déléguée en charge du climat A.2.3.1. rapport réunion du Comité national de sélection du PSFD A.2.3.1. rapport COPIL clôture du PARAT A.2.3.1. rapport 2ème réunion PTC-WEEN A.2.3.1. rapport désignation délégués MEDD-NEC A.2.3.1. rapport restitution des travaux des commissions techniques PFN A.2.3.1. rapport réunion Fonaredd entités nationales A.2.3.1. rapport réunion cafi, fonaredd & entités nationales A.2.3.1. point de presse sur l'urgence et la nécessité de l'harmonisation des initiatives législatives en matière foncière A.2.3.1 Participation du GTCRR 1 A.2.3.1 Participation du GTCRR 2
2.3.2.	Participation du GTCRR aux foras nationaux, régionaux et internationaux	GTCR-R	Rapport d'événement	A.2.3.2. rapport FOJEC 5 A.2.3.2. rapport COP30 A.2.3.2. rapport Regional Knowledge Exchange Workshop and Learning Lab on REDD+ A.2.3.2. rapport Peer-to-Peer workshop A.2.3.2. rapport ateliers de Consultation et d'orientation PFN A.2.3.2 rapport Echange et orientations stratégiques pour l'amélioration de la CDN (3.0) A.2.3.2 rapport position COP30 A.2.3.2 note de position COP30 A.2.3.2 https://congoprofond.net/reforme-fonciere-en-rdc-la-ministre-oneige-nsele-rassurance-les-chefs-traditionnels-sur-la-preservation-des-droits-coutumiers/
2.3.4.	Fournir des avis technique et expertise pour les événements GTCR-R	CIFOR	Rapport d'événement	2.3.4. Reunion avec Jean Leon_GTCRR_2025_12_17_Pdf 2.3.4 Rapport Reunion au GTCRR_Comms_AK_JL_202511_7_Edt_Pdf
2.3.6.	Reunion avec les leads des groupes thematique sur les engagements sensibles aux genre	GTCR-R	Compte rendu	Reporter en 2026
2.3.7.	Fournir des avis technique et expertise pour les sensibilisation du genre	CIFOR	Outils de la formation/sensibilisation du genre	2.3.7 NoteMethodologique_Analyse et stratégie de genre

2.3.8.	Developpement et entretiens du site webb	GTCR-R	Site web opérationnel	A.2.3.8. Site web opérationnel (www.gtcrr.org) A.2.3.8 Sit web_ articles publiés oct-dec 2025
2.3.9.	Impression des outils de visibilité	GTCR-R	Outils produits	A.2.3.9 bon de livraison
2.3.10.	Impression et diffusion des buletin et magazines	GTCR-R	Bulletins et magazines publiés	n/a – à commencer en 2026
2.3.11.	Medias et presse	GTCR-R	Articles publiés	A.2.3.11. Point de press_GTCR-R
3.1.1.	Recrutement d'un consultant (pour développer une stratégie pour l'action de la société civile dans la REDD+ à travers un processus participatif itératif et équitable)	GTCR-R	Contrat signé	Reporter en 2026
3.1.3.	Fournir des conseils techniques et expertise pour la production de rapport et l'atelier de validation GTCR-R	CIFOR	Note d'avis	Reporter en 2026
3.1.4.	Actualiser les outils et methodologie de suivi des étapes REDD+	GTCR-R	Outils actualisé et publié	Reporter en 2026
3.1.5.	Recrutement d'un consultant	GTCR-R	Contrat signé	Reporter en 2026
3.1.6.	Fournir d'avis technique pour soutenir l'actualisation des outils et methodologie de suivi	CIFOR	Note d'avis	Reporter en 2026
3.2.4.	Preparer les documents pour plaidoyer qui utilise de données collecté	GTCR-R	Documents de plaidoyer finalisés	Reporter en 2026
B.1.1.	Réunions de démarrage (petite équipe) avec l'équipe CAFI MELIA et le GTCRR - en ligne	CIFOR	Compte rendu	B.1.1 Compte rendu Reunion S&E FONAREDD CIFOR 02_07_2025
B.1.2.	Atelier de formation et de codéveloppement pour le suivi et l'évaluation (avec les coordinateurs provinciaux du GTCRR)	CIFOR	Plan de suivi-evaluation finalisé; Rapport d'événement	B.1.2 Rapport d_Activité_Atelier National des coordonnateurs GTCRR B.1.2. Présentation_Atelier formation des coordonnateurs GTCR-R_SE
B.1.3.	Visites de contrôle sur le terrain et mini-formations sur le renforcement des capacités organisationnelles en matière de suivi et d'évaluation pour les membres : 12 x	CIFOR	Rapport de mission	B.1.3 Rapport de Mission Formation_T4Y25

Canevas de rapport– Projet financé par CAFI via FONAREDD - 2024

B.1.4.	Révision du plan de suivi et d'évaluation - chaque année sur la base des réunions du COFIL	CIFOR	Plan de suivi-évaluation révisé	B.1.4 Plan SuiviEval SC_REDD_v1Oct25
B.1.5.	Mission de terrain pour suivre la mise le respects des outils par les coordination et les projets et programmes	GTCR-R	Rapport de mission	B.1.5 rapport Renf Cap Mongala B.1.5 rapport Renf Cap Haut Katanga
B.2.1.	Effectuer une analyse de genre au sein du GTCR-R et de ses membre	CIFOR	Rapport analyse de genre	B.2.1. Rapport réunion stratégie et analyse de genre B.2.1. Invitation réunion stratégie et analyse de genre B.2.1. Présentation réunion stratégie et analyse de genre
B.2.2.	Mettre en place des outils de protection sociale pour le projet	CIFOR	Plan d'action de genre, CLIP, mécanisme de recours élaboré	Reporter en 2026
B.3.1.	Définition d'une stratégie de communication : objectifs, canaux, messages, etc.	CIFOR	Document d'une stratégie de communication	B.3.1. Stratégie de communication_SC REDD_2026_1_28_Pdf
B.3.2.	Lancement du projet	CIFOR	Rapport d'événement	B.3.2.Rapport d'événement
B.3.3.	Définir le plan annuel de communication et les KPI de suivi	CIFOR	Copie du plan annuel de communication et les KPI de suivi	B.3.3. Plan de travail_Comms_2026_1_28_SA_Edt_Final
B.3.4.	Recrutement d'un charge de communication et Validation du plan de communication	GTCR-R	Copie du plan de communication	B.3.4. Attestations d'emploi GTCR-R_chargée de comm
C.1.1.	La mise en place de l'unité de coordination, de suivi-évaluation et de communication du projet	CIFOR	Procédures et lignes directrices	C.1.1 Les procédures et lignes directrices équipe SC-REDD
C.1.2.	Le recrutement du Conseiller Technique Principal (CTP)	CIFOR	Contrat signé	C.1.2. Attestation d'emploi_CTP_anglais
C.1.3.	Le recrutement des experts clés	CIFOR	Contrat signé	C.1.3. Attestation d'emploi_expert communication_anglais C.1.3. Attestation d'emploi_expert suivi evaluation_anglais
C.1.4.	Le recrutement des experts financiers et administratives - repeated when needed	CIFOR	Contrat signé	C.1.4. Attestation d'emploi_experte administration_anglais C.1.4. Attestation d'emploi_expert financier comptable_anglais C.1.4. Attestation d'emploi_assistante administratif_anglais C.1.4. Attestation d'emploi_experte ressources humaines_anglais
C.2.1.	La mise en place et l'organisation du premier réunion Comité de Pilotage	CIFOR	Compte rendu et les documents techniques fournis au COFIL	C.2.1. 1COFIL-1 termes de reference C.2.1. 1COFIL-7 PV signé MEDD-CIFOR

C.2.2.	Processus interne à l'agence avec ses partenaires pour le lancement officiel des activités	CIFOR	Processus finalisé	C.2.2. Processus finalise - Project profile myTree
C.2.3.	L'acquisition des locaux	CIFOR	Documents d'acquisition	C.2.3 Attestation location_bureau CIFOR
C.2.4.	L'acquisition du matériel (roulant et informatique)	CIFOR	Documents d'acquisition	C.2.4. Documents d'acquisition
C.2.5.	La finalisation du Manuel de procédure	CIFOR	Manuel de procédure finalisé	C.2.5_Manuel des Procedures_SC REDD_v0
C.2.6.	Formation du personnel aux procédures et aux systèmes	CIFOR	Rapport d'evenement	C.2.6. Rapport de formation – Code de conduite (CIFOR pour SC-REDD)
C.2.7.	Contrat avec les partenaires	CIFOR	Contrat signé	C.2.7. Contract signe - mytree screenshot
C.2.8.	Réunion de démarrage avec les partenaires sur les exigences du projet	CIFOR	Compte rendu	C.2.8. Compte rendu – réunion de démarrage avec GTCR-R C.2.8 Présentation – réunion de démarrage avec GTCR-R
C.2.9.	Formation des partenaires aux procédures et systèmes	CIFOR	Rapport d'evenement	C.2.9. Rapport d_Activité_Atelier National des coordonnateurs GTCRR
C.3.4.	Réunions régulières de suivi financier/administratif avec les partenaires	CIFOR	Compte rendu	C.3.4. Compte Rendu_Reunions regulieres suivi financier administratif_20250630
C.3.5.	Suivi de la performance	CIFOR	Mises à jour dans le système interne	C.3.5. Mises à jour dans le système interne myTree screenshot - reporting calendar
C.3.6.	Rapport au bailleur de fonds	CIFOR	Rapports des bailleurs de fonds (narratif et financier)	C.3.6. Mises à jour dans le système interne myTree screenshot - reporting calendar
C.3.7.	Gestion des contrats avec les partenaires (rapports et paiements)	CIFOR	Rapports des partenaires (narratif et financier)	C.3.7. FinancialReport_GTCR-R_ T2 à T4 2025 C.3.7. NarrativeReport_GTCR0R_01_April-June25 C.3.7. NarrativeReport_GTCR0R_02_July-Sep25

12. Annexes

Les annexes ci-dessous sont disponibles dans l'espace collaboratif: “Annexes”:

https://drive.google.com/drive/folders/1f9IV14iFAsRuo0dAvu4DuhFwJZGhwDI3?usp=drive_link

1. Annexe 2 : Tableaux indicateurs

https://docs.google.com/spreadsheets/d/1TywIW8c7antSOCLlca3b7oEYs2lj4nwz/edit?usp=drive_link&oid=101000446555292810046&rtpof=true&sd=true

2. Annexe 3 / Tableau 8.2 : Tableau financière

https://docs.google.com/spreadsheets/d/1v_0O_7uT6Upl4UMBooA_2r0inMB3lwWy/edit?usp=drive_link&oid=101000446555292810046&rtpof=true&sd=true

3. Annexe 4 : Plan d'action communication 2026

https://docs.google.com/spreadsheets/d/1u8lZ9G7FwX-PZaDmxYl99GCC1ura8h2j/edit?usp=drive_link&oid=101000446555292810046&rtpof=true&sd=true

Encadré : calculer et estimer le nombre de bénéficiaires

Les bénéficiaires reçoivent un soutien qui est défini dans deux dimensions :

Type de soutien

Soutien ciblé (reçu par des **personnes qui peuvent être identifiées et comptées** par le projet **et qui savent qu'elles reçoivent du soutien**)

Soutien non ciblé : reçu indirectement par des **personnes qui ne peuvent pas être identifiées et comptées précisément**. Par exemple : campagnes de communication, enfants dans un foyer dont l'un ou les deux parents reçoivent un appui ciblé.

2) Intensité du soutien

Faible (par exemple, les personnes vivant dans une zone administrative où l'autorité reçoit un soutien au renforcement des capacités)

Moyenne (par exemple, les personnes qui participent à des séances de renforcement de capacité de manière régulière)

Haute (par exemple, les individus qui reçoivent un accompagnement soutenu sur la durée)

Le nombre de bénéficiaires directs est dès lors défini comme le nombre d'individus (ventilés par le genre) qui reçoivent un soutien ciblé et de haute et moyenne intensité.

Le nombre de bénéficiaires indirects est le nombre d'individus (ventilés par le genre) qui reçoivent un soutien ciblé d'intensité moyenne, ou un appui non ciblé d'intensité forte ou moyenne

Si certains bénéficiaires bénéficient plus d'une fois : (eg : les membres d'une communauté qui sont soutenus pour une mise en défens et bénéficient aussi d'une nouvelle route) estimer le détail mais ne pas les comptabiliser deux fois.